Le Numéro: 0 fr. 50

N° 54 - Jeudi 6 Mai 1937

la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

NOTRE POLITIQUE

Pain, paix et liberté, voilà ce que devait donner le Front populaire vainqueur. Un an vient de s'écouler et aucun des trois objectifs n'a été atteint.

Sur le plan national, la masse des chômeurs subsiste, à peine entamée par les besoins temporaires de l'Exposition, les salaires se trouvent rongés par la montée du coût de la vie, les travailleurs parisiens vont se trouver gratifiés d'une lourde augmentation des transports.

Dans le Front populaire, les radicaux présentent directement les exigences des capitalistes ; leurs alliés socialistes, communistes et de la C.G.T., liés par leurs fibres les plus fortes, au régime existant, invoquent la nécessité du maintien du Front populaire auprès des travailleurs pour obtenir de ceux-ci une capitulation.

Cette semaine, Blum, qui n'a pas pu obtenir des ouvriers l'abandon de leurs revendications pour faire de l'ouverture de l'Exposition, le 1er mai, une « victoire de la France républicaine », va, de la tribune de la Chambre, faire un nouvel appel à la « pause », à la pause de l'Exposition, se découvrant devant les patrons pour qu'ils respectent les contrats et admonestant les ouvriers qui ne cessent d'être exigeants.

Blum aura sa majorité au Parlement, cela ne signifiera rien pour personne. Même le défilé, à Paris, le Premier Mai, d'un million d'hommes, ne témoigne pas de la longévité du Front populaire. Vote parlementaire, manifestation traditionnelle, phénomènes superficiels d'un jour. La réalité, c'est la division profonde, les deux camps qui se préparent à s'affronter, les regroupements qui s'opèrent sur une ligne de classe.

⁂

Socialistes et staliniens s'étaient déjà résignés à l'unité d'action pour endiguer la pression ouvrière ; ils croyaient avoir dilué celle-ci dans le Front populaire ; mais comme cela ne suffit plus, il leur faut trouver autre chose, il leur faut jouer leurs dernières cartes. D'une part, l'unité entre eux. Ils y vont la mort dans l'âme, mais ça peut être quelques semaines ou quelques mois de répit. Et, d'autre part, la répression contre les « trotskystes ». Les Staliniens mènent le jeu internationalement ; Moscou donne le signal à toutes les puissances capitalistes. Ici Blum-Dormoy font fonctionner les argousins et les chats-fourrés de la IIIe République. *La Commune* saisie systématiquement au cours de ces dernières semaines, des perquisitions, des poursuites non seulement pour provocations de militaires à la désobéissance (c'est trop classique), mais pour provocations au vol. Et dire qu'il y avait au P.S. quelques âmes tendres qui faisaient les dégoûtés à la lecture des infamies de l'*Humanité* sur la « bande à Bonnot ».

⁂

Ils pourront gagner quelques semaines. Ils pourront, par l'intimidation exercée sur des éléments comme ceux de la défunte *gauche révolutionnaire*, apporter le trouble chez certains. Mais, plus que jamais, les tâches deviennent précises pour un nombre croissant de militants et de travailleurs.

En dépit de tout, le Parti Communiste Internationaliste œuvrera à regrouper l'avant-garde révolutionnaire sur le programme de la IVe Internationale, à créer le Parti révolutionnaire, la IVe Internationale, ces guides indispensables pour les luttes décisives ; il œuvrera à la formation d'un *Front d'action révolutionnaire* entre tous les groupements d'avant-garde et, en premier lieu, pour que celui-ci commence à se manifester au Mur des Fédérés.

Et, aux masses travailleuses à qui il s'adresse chaque jour directement, le Parti Communiste Internationaliste ne cessera de dire : *Organisation et Armement*. Pour sortir du pétrin, constituez vos Soviets, constituez vos milices, armez-vous. C'est vous-mêmes qui changerez votre sort. Le pain, la paix, la liberté, le Front populaire ne pouvait pas vous les donner. Pour les avoir, il ne faut pas les demander, il faut les prendre.

BATIS TON SOVIET

Pour la conquête de l'usine, pour la conquête du pouvoir, le Soviet est la forme d'organisation donnant à chaque exploité le moyen de réaliser son programme.

> Je dois proclamer bien haut que tout ce qui a été tenté pour déborder l'organisation syndicale n'a abouti qu'à créer le tumulte incohérent, qu'à créer l'affaiblissement de notre action commune, à préparer notre défaite et notre asservissement.
>
> (Jouhaux, 1er mai 1937.)

Ce n'est pas par hasard que celui qui dirigea la C.G.T. en 1914, dans l'union sacrée, et qui aujourd'hui partage son temps entre la direction de la C.G.T., la direction de la Banque de France et quelques autres postes, a, dans son discours, au cours de Vincennes, prononcé les paroles citées en exergue de cet article. S'il dit : il n'y a que les syndicats, rien que les syndicats, et en dehors de cela c'est la catastrophe ; si ces paroles sont approuvées par les partis socialiste et communiste ; si des camarades anarchistes abondent également dans ce sens, c'est parce que ce n'est pas une question spéculative, mais une question éminemment actuelle qui se trouve posée devant les masses : « le débordement » du cadre syndical, pour reprendre le terme fort juste employé par Jouhaux ; c'est parce que le problème fondamental pour l'ouvrier, c'est de bâtir maintenant son Soviet.

L'expérience russe de 1917 infirme les déclarations de Jouhaux ; l'expérience actuelle de l'Espagne montre aussi que la force ouvrière, dans les périodes décisives, a besoin, pour se déployer de la manière la plus ample, de l'organisation des masses en comités larges, en *Soviets*. Les luttes qui se sont produites en France, au cours des derniers mois sont venues ajouter à la démonstration. Qu'il s'agisse des ouvriers de Latécoère, des travailleurs du gaz et de l'électricité de Lyon, des livreurs de lait de chez Maggi, des métallos du Nord ou de la Région parisienne, et de combien d'autres catégories ; qu'il s'agisse de travailleurs syndiqués depuis des années ou de travailleurs venus récemment à l'organisation syndicale, il se pose pour eux d'autres objectifs que la défense du salaire et des conditions de travail dans l'usine. Les conflits mettent en jeu non seulement des augmentations de salaires, mais la surveillance, le contrôle de l'embauche, des renvois, les manœuvres patronales sur la marche générale des entreprises, etc... Ce qui se trouve en cause, c'est l'autorité dans l'entreprise, c'est la question : à qui l'usine ?

L'expérience montre que le syndicat, organisme créé par les ouvriers pendant les périodes de stabilité du capitalisme et destiné à jouer en quelque sorte un rôle de défenseur, d'avocat des travailleurs ne suffit plus au moment où le travailleur a des revendications qu'il ne peut pas obtenir par l'intermédiaire d'un avocat ; et l'expérience montre que les ouvriers ont besoin, pour que leur initiative se déploie au maximum, pour que leur force ait toute son efficacité, d'un organisme large, le Conseil d'entreprise, le Soviet.

Quand la marche de l'usine sans patrons est en cause, comme ce fut le cas accidentellement pour Latécoère, la bourgeoisie parle aussitôt du « Soviet Latécoère ». Il n'y avait pas de Soviet chez Latécoère, mais si les bourgeois emploient cette expression, ce n'est pas seulement la manifestation de leur peur, ou une manœuvre de provocation de leur part, c'est parce que cela correspond à une certaine réalité : il n'y a pas d'usine aux ouvriers sans Soviet.

Et, dans la période révolutionnaire où nous sommes plongés, où mûrissent les combats décisifs entre le prolétariat et la bourgeoisie, chaque travailleur doit absolument s'écarter du piège que lui tend Jouhaux, le serviteur nanti du capitalisme français, et avoir pour mot d'ordre : *Bâtis ton Soviet*. Mot d'ordre dont il faut tendre à la réalisation dans l'entreprise quand se prépare un conflit, quand une lutte surgit.

ARME TON SOVIET

Bâtir son Soviet, ce n'est qu'une partie de la tâche.

La bourgeoisie, pour assurer sa domination pendant la période de stabilité de la démocratie, avait à sa disposition les forces armées de l'Etat (l'armée, la police). Mais, maintenant, elle ne trouve pas cela suffisant ; elle dresse des bandes supplémentaires, des corps armés de fascistes, destinés à écraser les travailleurs, comme en Italie, en Allemagne, par la plus féroce des terreurs. Quand il s'agit de « sa » propriété, la bourgeoisie concentre toutes ses forces, déploie toute son énergie pour triompher de la classe ouvrière.

Qui pourra venir à bout de ces bandes fascistes ? Qui pourra les dissoudre ? Si des travailleurs avaient eu des illusions sur l'intervention de l'Etat démocratique et de ses forces armées pour assurer la « dissolution » des organisations fascistes, ces illusions doivent maintenant avoir disparu. On a dissous les Croix-de-Feu et autres ; on a maintenant le P.S.F. et le P.P.F. Et le gouvernement Front populaire envoie la police pour protéger les P.S.F.-ex-Croix-de-Feu dissous.

Pour battre le fascisme, il ne te faut compter que sur toi-même, comme pour contrôler l'usine et la prendre, car c'est au fond un seul et même problème.

Aussi, en même temps qu'il te faut bâtir ton Soviet, il faut t'armer, armer ton voisin, armer ton Soviet, créer la milice ouvrière. Aucun subterfuge ne pourra remplacer cette nécessité implacable.

UNIR LES SOVIETS

Un Soviet dans une entreprise, un Soviet dans une autre entreprise, etc.... Mais la lutte ne reste pas sur le seul plan de l'entreprise.

Il faut donc unifier la lutte d'un Soviet avec celle des Soviets des entreprises de la même région ou de la même industrie.

Congrès des Soviets locaux, régionaux, d'industrie. Congrès national des Soviets. Ainsi s'édifiera, en face des organismes du pouvoir démocratique bourgeois en décomposition, des municipalités et du parlement pourris, le réseau, l'armature du pouvoir des ouvriers et des paysans.

⁂

Le Parti Communiste Internationaliste ne s'adresse pas aux masses travailleuses pour leur demander une « confiance » d'un caractère parlementaire : faites-nous confiance et vous allez voir. Le Parti Communiste Internationaliste dit aux travailleurs : le pouvoir, prenez-le dans vos mains ; ne le déléguez à personne. En disant : bâtis ton Soviet, arme ton Soviet, unis tes Soviets, le Parti Communiste Internationaliste donne à chaque exploité le moyen de réaliser son propre programme.

Contre le "Front de la Liberté"
Par un Front d'action révolutionnaire

Le fascisme, après un an de gouvernement de Front populaire, cherche à exploiter les désillusions qui grandissent dans les masses. La Rocque et Doriot organisent fiévreusement les troupes de choc du capital.

Se rappelant la tactique du front unique pour « plumer la volaille », Doriot a lancé l'idée du « Front de la Liberté », à la fois pour mordre dans le P.S.F. et pour souder les rangs des bandes fascistes.

Le « Front de la Liberté » s'apprête à manifester en plein Paris, rue de Rivoli, sous prétexte de la fête nationale de Jeanne d'Arc. Le gouvernement du Front populaire le protégera comme à Clichy, quitte à assassiner les militants révolutionnaires comme la camarade Demangel.

⁂

Combien de travailleurs crisperont les poings, qui n'attendaient qu'un appel pour contre-manifester ? Combien impérieuse apparaît la nécessité d'une liaison entre les groupements d'avant-garde, ce FRONT D'ACTION REVOLUTIONNAIRE, *pour lequel nous avons agi à plusieurs reprises ? Si ce Front d'action révolutionnaire existait, il aurait pu alerter à temps les travailleurs parisiens et organiser une contre-manifestation.*

A propos de cette circonstance où se manifestent une fois de plus et la complicité du gouvernement de Front populaire à l'égard des organisations fascistes et la faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire pour se rassembler elle-même afin d'entraîner de plus larges couches de travailleurs, le Parti Communiste Internationaliste accentuera son action pour dénoncer ce « Front de la Liberté » qui est le front unique de tous les chiens armés du capital, pour appeler les travailleurs à s'organiser et à s'armer ; il s'adresse à nouveau aux militants révolutionnaires pour mettre un terme à cette situation où il est souvent question en paroles du Front révolutionnaire, mais où l'on ne passe jamais aux actes.

Les événements de Barcelone imposent, eux aussi, que les révolutionnaires serrent les coudes contre les agressions des dirigeants de Front populaire.

NOTRE ENQUÊTE

TRIBUNAUX ET PRISONS DU CAPITAL

AU TRIBUNAL POUR ENFANTS

UNE enfant de seize ans entre deux gardes, dans un box étroit. Trois juges, deux à monocles, un président congestionné par un copieux et récent repas. A droite, un procureur qui, inlassablement, prépare les dossiers de charettes prochaines. Salle où dominent de vieilles rombières, plusieurs face-à-main fixés sur l'enfant : Lucette A..., et échangent à haute voix « leur opinion » : « Elle n'a pas l'air vicieuse »... Ce sont les directrices de maisons de redressement...

Lucette A... était « servante » chez une dame Perro, elle venait tout droit de sa province, elle a « volé » 250 francs, elle en gagnait 100 par mois, « nourrie, couchée, blanchie », selon la formule consacrée. Elle vola 250 francs, la dame Perrot la fit arrêter, elle resta en prison dix-sept semaines « nourrie, couchée, blanchie »...

— Cela vous servira de leçon, sourit le président.

— Vous voulez retourner chez vos parents ? questionne le président.

— Oui, répond l'enfant.

— Mais pourquoi avez-vous fait cela ?

— Ma famille est misérable.

— Est-ce ce qui vous donne ce droit ?

— Je gagnais 100 francs par mois...

— Cela est une autre chose, rétorque le « président », évidemment ganache...

Liberté surveillée chez parents.

Sans commentaire !

Le garde tape sur l'épaule de Lucette.

Viennent la remplacer **deux monteurs en chauffage**, 17 et 18 ans, ils ont volé.

— Etes-vous fous ? dit le président. Si oui, je vais vous faire mettre en asile jusqu'à la fin de vos jours.

Ils ont touché à la propriété, jusqu'à la majorité : la correction ! — Trois ou quatre ans de prison.

La mère, veuve de guerre, pleure.

Montant du vol global : 67 francs.

Toutes ces condamnations en quelques minutes.

La séance continue.

A quelques mètres, une Chambre de la Cour...

Plaidoirie d'une heure pour un chèque sans provision remis par un fils de famille.

Ne parlons pas des avocates d'office, elles collaborent avec le président...

LA SALLE DE L'EX-CONSEIL DE GUERRE, ACTUEL TRIBUNAL MILITAIRE

Un étalage d'uniformes flamboyants, une toge, c'est le Président civil, garantie de justice, et nous verrons de quelle justice il s'agit.

Des gardes en armes, un sergent qui suit les mouvements de « la Cour » pour pousser un petit cri : « Présentez armes ! »...

Des hommes et des femmes qui viennent là au spectacle, et, dans la petite cour attenante, des gens qui attendent, les uns l'audience, les autres la condamnation.

Trois déserteurs :

Montoir : 3 ans ;

Persé : 2 ans ;

Mari : 3 ans et séquestration des biens.

Nous expliquerons comment.

CE QU'ILS EN FONT

EXTRAIT D'UNE LETTRE D'UN BAGNARD A SON FRERE, transmise à « La Commune »

Cayenne, le ..... 1936.

Mon cher Frère,

Je fais réponse de suite à la lettre que tu m'as envoyée par courrier ; le courrier est arrivé ce matin et repart demain soir. Tu me demandes que je t'envoie le motif de ma condamnation. J'ai passé le Conseil de guerre le ... 19... pour « vol qualifié », condamné à six ans de travaux forcés par le Conseil de guerre de la Xe Région, à B... Ce vol que j'ai pu commettre n'a été que pour me soustraire d'un pénitencier militaire où je subissais une condamnation de trois ans de prison pour désertion en temps de paix, c'est-à-dire après guerre. J'ai été obligé de m'évader de ce pénitencier presque nu, sur la route, ce qui m'obligea à pénétrer dans une maison abandonnée où je me procurai de vieux effets pour me vêtir : « Voilà ce qu'on qualifie de crime ».

J'ai quatre ans de service militaire, dont vingt-huit mois de front, deux fois blessé, et les pieds gelés. J'ai obtenu, depuis ma libération, six mois de grâce sur mon doublage, remise de six mois de résidence par décret N° ..... du ... 19... Mais ne crois pas que la Ligue des Droits de l'Homme s'intéresse à mon cas. Seul, le Secours Rouge International pourrait s'y intéresser, car, malgré que c'est un vol, ce prétendu vol ne dépend que de l'injustice qui règne dans ces bagnes militaires. C'est ceci qui m'a poussé à commettre ce vol.

Fais ce que tu veux, mon vieux R..., ce sera bien. Encore dix-huit mois et je pourrai prendre le large.

Tu me demandes quelle vie mènent les libérés. Ce ne sont plus des hommes, mais des loques humaines, sans travail, beaucoup sans domicile, ne mangeant pas tous les jours. C'est vraiment écœurant d'en parler.

La prochaine fois, écris-moi à telle adresse ..., à Cayenne.

AMNISTIE !

Comment aider "la Commune" à se développer malgré la répression

Les premières réponses à notre appel

Une circulaire à nos abonnés, un appel dans le précédent numéro, ont alerté nos amis sur la situation matérielle et les conditions dont dépendent la parution régulière et le format de **La Commune**. Nous avions dit que les augmentations étaient trop lourdes par rapport au prix de vente du journal. Il nous a fallu faire des économies : une seule couleur, une présentation sur 6 colonnes au lieu de 7, un papier moins cher, voici les premières mesures que nous avons dû nous imposer.

Déjà, notre premier appel a été entendu. Dans la région parisienne, gros efforts des camarades de l'organisation ; les phalanges ont été renforcées, la vente plus suivie. De province, quelques groupes — comme Le Havre et Marseille — ont envoyé des abonnements ; au moment de faire ce numéro, Lyon vient de répondre. Enfin, des sympathisants nous ont écrit, envoyé leurs souscriptions.

Un camarade d'un département du Midi a récolté dans son coin une liste de souscriptions et des abonnements pour une somme de 60 francs. Ce résultat, obtenu dans une petite commune, ne peut pas être exceptionnel ; chacun qui tentera de toucher les travailleurs autour de lui rencontrera certainement un accueil sympathique.

Le meilleur moyen de nous aider, pour celui qui ne peut s'inscrire que pour une somme très faible à la phalange, c'est de recueillir des ABONNEMENTS. Un abonnement de 3 mois à 5 francs ou de 6 mois à 10 francs, ce n'est pas un si rude travail que de l'obtenir ! Nous rappelons que les abonnés étant les premiers servis, le journal leur parvient avant que la justice puisse intervenir et procède à une saisie d'un numéro. L'abonné ne perd donc aucun numéro, tout en évitant à la caisse du journal d'enregistrer également une perte.

Dans sa commune, dans son atelier, à son bureau, on peut facilement placer quelques abonnements. Nous demandons à chacun de nos amis de se mettre à la besogne. L'administration envisage le moyen d'intéresser les camarades à la récolte des abonnements ; nous dirons, la semaine prochaine, de quelle façon nous entendons y procéder ; mais tous les abonnement recueillis depuis le 25 mai entreront en ligne de compte ; c'est pourquoi il n'est pas un camarade qui attendra 8 jours avant de se mettre au travail.

Encore une fois, contre la répression qui, systématiquement, sévit contre nous, qui cherche à nous empêcher de paraître, l'aide la plus efficace, la riposte la plus élémentaire qui est à la portée de chacun, c'est de ne pas laisser tarir la caisse du journal.

Ajoutons enfin que l'administration du journal retiendra toutes les suggestions qui lui parviendront pour assurer la vie de **La Commune**.

⁂

Versez à notre compte chèque postal : G. Brausch, 1773-07, Paris, 66, faubourg Saint-Martin.

Notre Souscription de la Semaine

Le Havre : 20 fr. — Collecte faite par le camarade S... U... (Gironde) : 59 fr. 50. — Marseille : 59 fr. — Link : 5 fr. — Ribot : 5 fr. — Laujen : 20 fr. — B. M. : 5 fr. — Phalange, cellule de Clichy : 15 fr. — Morga : 10 fr. — Goisno : 10 fr. — Cap : 30 fr. — Meche : 50 fr. — Baire : 15 fr. — J. M. : 50 fr. — Luc : 10 fr. — Cail : 100 fr. — Ray : 50 fr. — Sauveur : 50 fr. — Baj : 50 fr. — Un sympathisant du IVe : 150 fr. — Liste numéro 726 : 87 fr. — Liste numéro 744 : 103 fr. — Liste numéro 801 : 31 fr. 50. — Total : 965 fr.

Les Problèmes de la construction de la IVe Internationale

Parti International ou Fédération de Partis ?

LA lutte pour la société socialiste n'a qu'**un seul front international.** La supériorité des exploités, c'est d'avoir **entre eux,** quelles que soient les couleurs de leurs exploiteurs, des **intérêts communs.** Les impérialismes sont rongés par des contradictions antagonistes qui les heurtent **les uns contre les autres** et qui les affaiblissent dans leur lutte contre les exploités. Cela n'est **valable dans le rapport des forces** que dans la mesure où les prolétariats des différentes nations coordonnent leurs forces, se dégagent du nationalisme. Il ne saurait s'agir de notion de solidarité internationale et de phrases faciles ; il s'agit de transformer cette solidarité en actes, c'est-à-dire d'**organiser** le combat international des exploités, de bâtir cette organisation. C'est dans cette lutte que se dégagent les cadres internationaux du mouvement ouvrier, dans une lutte à laquelle la notion d'internationalisme implique un caractère d'irréductibilité contre tous les clans bourgeois et toutes les nuances du chauvinisme dans les rangs ouvriers. C'est en **ranimant le préjugé national** que les social-patriotes **estompent l'instinct de classe,** c'est en **ranimant l'internationalisme** que les révolutionnaires prolétariens **donnent à l'instinct de classe toute sa structure,** toute sa force, donnent à chaque exploité le sens complet de son combat.

⁂

Dans cette lutte des internationalistes contre le chauvinisme et ses dérivés corrupteurs de la volonté de classe, les internationalistes ne peuvent progresser dans les rangs ouvriers qu'en écrasant les idéologies bâtardes retenant de l'internationalisme une solidarité sentimentale et rejetant le moyen de la rendre effective, de l'organiser. Le patriote ouvert, le social-patriote avéré est un danger indiscuté pour les révolutionnaires, mais ce qui paralyse l'avant-garde, limite son développement, c'est dans ses propres rangs la pression de ce chauvinisme ouvert avec toutes les formes qui la caractérisent, dont la plus habituelle est « **d'accord pour bâtir une Internationale, mais commençons donc par bâtir ici un parti révolutionnaire** » ; ce bon sens caractérise un des retranchements du préjugé nationaliste, ce préjugé produira ses effets sur tous les points de la plate-forme « nationale » : dans la tactique à l'égard des partis chauvins, de l'aile gauche de la bourgeoisie démocratique... puis dans le soutien du pseudo-Etat démocratique dans une guerre antifasciste, c'est-à-dire l'union sacrée que les théoriciens à la Ferrat (— liquidateur du trotskysme, liquidé —) n'acceptent qu'à toutes sortes de conditions plus factices et inopérantes les unes que les autres.

Le dernier retranchement du nationalisme dans l'avant-garde révolutionnaire concède la nécessité de l'Internationale mais comme **Fédération de partis nationaux,** agissant tous librement sur leur propre territoire. Pour certains partisans de cette conception de l'Internationale, il s'agit d'éviter une mécanisation de la tactique en invoquant les particularités nationales, pour d'autres, « **d'être maîtres chez eux** » ! ceux-là sont de reconnaissables rejetons de la famille chauvine. Les premiers ont, après l'expérience de l'Internationale Communiste, quelques raisons d'inquiétude, mais ont absolument tort de mettre sur le compte de la structure d'une Internationale les fautes d'orientation politique de cette Internationale. Il faut, sur un même front international, que l'état-major international de classe tienne compte des particularités des différents secteurs pour coordonner l'action d'ensemble et **le maximum d'unité de direction assurera les plus prompts succès,** les défaites ne seraient pas conjurées par une structure impropre au but poursuivi.

L'Internationale Révolutionnaire doit être un **organisme centralisé,** un véritable état-major mondial des exploités dans leur lutte à mort contre les exploiteurs, elle doit comporter une unité de doctrine, une cohésion d'action, une analyse juste des rapports de forces sur tous les secteurs du front, une autorité réelle de direction, une aptitude à exploiter les contradictions de l'ennemi.

⁂

Notre tâche est de préciser notre position sur ce problème fondamental, comme nous précisons le programme de cette Internationale, la **Quatrième Internationale,** mais notre délimitation des courants centristes ou chauvins n'est qu'un des éléments de la construction de la IVe Internationale, il convient, pour ceux qui sont **d'accord sur le but à atteindre,** de se mettre d'accord sur **les moyens d'y parvenir ;** nous ne pensons pas que ce soit tâche aisée pour créer cet état-major, et nous déclarons que cette tâche est dépendante de la vie et du niveau politique de l'organisation mondiale des partisans de la IVe Internationale, de leur rapport d'organisation, de la démocratie prolétarienne qui règle leurs rapports. Certes, aux premiers pas de la constitution de cette avant-garde, on peut aisément supposer que le noyau de direction mondiale se constitue **par lui-même,** donc **par en haut,** mais au fur et à mesure que se développent la base internationale, la condition de sa solidité, de sa stabilité, de sa cohésion, c'est le contrôle par la base des organismes élus, **donc l'élection de ces organismes par la base** dans une discussion internationale sérieuse des problèmes politiques et des problèmes d'organisation.

Or, nos lecteurs doivent savoir que depuis **huit années,** les oppositionnels de gauche ont créé un noyau international réparti en groupes nationaux ayant, depuis **quatre années,** proclamé la nécessité de la quatrième Internationale, jamais une conférence préparée de la sorte n'a eu lieu, ce qui, compte tenu des difficultés matérielles, aurait été fort possible. En réalité, les directions successives ont été créées « au choix », ce choix étant celui d'un militant dont la fidélité et le dévouement à la révolution prolétarienne ne peuvent suppléer à la création réelle d'une organisation.

Cette anomalie, explicable les premières années, est intolérable quatre années après la proclamation de la nécessité d'une IVe Internationale, cette anomalie est génératrice de déviations dangereuses, de crises multiples, sous le prétexte d'une solidité rigide, Ainsi se créent les fissures profondes, se développent des tares dangereuses dont un des signes ne trompe pas : l'appellation de « saboteur » contre les militants qui se refusent à ces méthodes et dénoncent ces fautes.

Qui sabote la formation de la IVe Internationale ? Ceux qui demandent qu'une large démocratie préside à la constitution, à la sélection de ses cadres, ceux qui révèlent les difficultés pour les résoudre, ou ceux qui proclament la réussite d'un monolithisme, lequel n'est qu'artificiel ainsi que le révèlent les divergences dans la section belge — vote pour Van Zeeland, création de syndicats rouges — dans la section hollandaise, dont la direction proclame « qu'il faut, avec le bureau pour la IVe, des relations distantes » — dans la section grecque où l'on assiste à la multiplication des groupes — en nous limitant à ces trois sections.

La IVe Internationale doit être l'état-major de la lutte révolutionnaire, mais cet état-major sera le produit d'une sélection politique et d'organisation qui, pour être réelle, doit être engendrée par une large démocratie prolétarienne. Cette revendication intraitable n'abrite pour nous aucun éclectisme politique, aucun désaccord sur la plateforme de la IVe, mais révèle notre irréductible volonté que la IVe Internationale écarte, dès ses premiers pas la méthodologie qui a permis dans la IIIe un si foudroyant développement du virus contre-révolutionnaire et bureaucratique.

NOTES INTERNATIONALES

La poussée révolutionnaire dans le monde

Une nouvelle vague, une nouvelle montée ouvrière se manifeste dans le monde. Nous examinons par ailleurs la situation en France ; d'autre part, en Espagne, le coup de force militaire de Franco a été précipité par les dangers que le mouvement ouvrier présentait pour l'ordre capitaliste.

Mais il n'y a pas qu'en Espagne et qu'en France que se manifeste la poussée ouvrière. Dans les deux « grandes démocraties sœurs de la démocratie française », on assiste à une vague de grèves d'une importance considérable.

Aux Etats-Unis, après les ouvriers de la métallurgie, après de nombreuses corporations new-yorkaises, voici qu'au centre mondial du cinéma, à Hollywood, des dizaines de milliers de travailleurs sont en lutte, exigent une amélioration de leur sort.

En Grande-Bretagne, le mouvement, parti des centres industriels de l'Ecosse, vient d'atteindre la capitale. Les employés des bus londoniens font la grève, les employés du métro et des transports en général sont disposés à les appuyer, se moquant aussi carrément du couronnement que les gars du bâtiment parisien de l'Exposition : les fêtes, les parades, les foires ne les nourissent pas.

Et, maintenant, menace de grève des mineurs britanniques.

⁂

Mais la montée ouvrière ne se manifeste pas que dans les Etats démocratiques. Dans ces pays-là, elle peut prendre dès maintenant des formes plus accusées, plus éclatantes ; dans les autres pays, elle ne se développe pas moins, même sans être aussi visible.

N'en venons-nous pas d'avoir la preuve au Japon, où les élections viennent d'aboutir au succès du « parti des masses sociales » ?

Il serait vain de vouloir mesurer partout à la même échelle cette poussée ouvrière. Il faut d'abord savoir la constater, même à des indices qui ne paraissent pas immédiats : par exemple, le fait que le gouvernement fasciste italien accorde une augmentation de salaires atteste, sous une forme indirecte, d'un réveil des masses italiennes, malgré la « victoire » en Abyssinie et la constitution de l'Empire.

⁂

Les masses travailleuses sont en marche. La période vient où le regroupement de l'avant-garde mondiale dans une IVe Internationale peut devenir la réalité.

La poussée actuelle a aussi ceci de particulier que c'est en France que se trouve la clef de la situation, pour l'Europe tout au moins, ou plus exactement pour l'Europe et l'Asie.

Par suite des défaites passées en Allemagne et du système policier qui sévit en U.R.S.S., c'est en France que se trouve à l'heure présente le point le plus décisif du choc formidable engagé entre le capitalisme et le prolétariat du monde entier. Chaque militant, chaque travailleur de France doit être amené à comprendre les responsabilités qu'il porte. Il faut que chacun prenne place dans le combat pour assumer cette lourde responsabilité que l'histoire a mise sur nos épaules.

LA LUTTE EN ESPAGNE

La bourgeoisie républicaine par "vaincre Franco d'abord", veut dire "la propriété d'abord"

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons les événements de Barcelone. Stalinistes et bourgeois à la Companys s'entendent pour massacrer les ouvriers révolutionnaires. Après le P.O.U.M., c'est au tour des anarchistes. La bourgeoisie de gauche a choisi son heure : elle a utilisé la vaillance et l'héroïsme des masses. Des milliers de prolétaires, comme notre camarade Loubier, du Comité Central du P.C.I., sont tombés sur le front. Et maintenant, elle frappe aussi férocement que les Franco.

Plus que jamais : Front d'action révolutionnaire en France comme en Espagne pour la création des Soviets.

C'EST la lutte en pays basque qui a attiré l'attention ces derniers jours. La grande presse, en France comme pour la destruction de Guernica, et en Angleterre, a crié au scandale elle mène tapage à propos de l'évacuation de la population civile de Bilbao par les gouvernements de France et d'Angleterre. Nous devons appeler les travailleurs à suivre de près ce qui se passe en Catalogne, à la frontière même de la France.

Mais il nous faut préalablement remettre un peu les choses au point en ce qui concerne les événements du pays d'Euzkadi. L'indignation pour le bombardement de Guernica rappelle celle qui fut soulevée par le torpillage du « Lusitania » et qui servit de prétexte à l'entrée en guerre des Etats-Unis. Le bombardement de Guernica a montré ce que pouvait donner un bombardement aérien systématiquement mené, sur une zone pratiquement non défendue ; on a un aperçu des effets de la guerre aérienne.

Mais l'indignation pour le bombardement de Guernica n'avait pas des motifs humanitaires ; elle devait servir à la France et à l'Angleterre de prétexte pour intervenir à Bilbao. Il y a déjà eu des massacres du même ordre, mais la France et l'Angleterre capitalistes n'ont éprouvé le besoin d'intervenir qu'au moment où ils craignaient une installation des Italiens à Blbao. Après Majorque, Malaga sur la Méditerranée, c'eût été sur l'Atlantique une position de choix pour surveiller les routes maritimes qui relient la France et l'Angleterre à l'Afrique, à l'Amérique du Sud et à l'Orient. Et c'est tout simplement la raison pour laquelle se sont rappelé l'existence d'enfants à Bilbao la France capitaliste qui envoie des enfants dans les bagnes d'Eysses et d'ailleurs, et l'Angleterre qui publie chaque jour un communiqué annonçant la destruction par l'aviation de villages hindous (voir « Paris-Midi » du 3 mai).

⁂

Depuis des semaines, nous avions dit qu'en Espagne nous étions en présence d'un imbriquement de guerre entre nations et de guerre civile ; nous disions également que, par suite de l'absence d'un parti marxiste, par suite de la collaboration des dirigeants ouvriers avec les partis bourgeois de gauche, la lutte en Espagne refluait comme guerre de classes pour acquérir de plus en plus l'aspect d'une lutte entre impérialistes pour s'assurer des positions militaires dans l'avenir, tout comme dans les Balkans en 1911 et 1912, avant la guerre mondiale.

Le recul de la guerre civile au profit de la guerre impérialiste s'est traduit, en Catalogne, dans toute une série de crises politiques où, du pouvoir effectivement entre les mains des comités, on est passé à des combinaisons ministérielles des bourgeois de gauche avec les anarchistes, les staliniens et le P.O.U.M., puis à l'élimination du P.O.U.M. sous la presson stalinienne; enfin maintenant où les anarchistes se trouvent attaqués à leur tour. Nous avons suivi pas à pas ce processus, montrant la politique de classe qu'il eût fallu suivre, en accord avec nos camarades qui, en Espagne, publiaient « Le Soviet », dont le correspondant du « Temps » signale l'activité.

Aujourd'hui, les nouvelles indiquent qu'à Puigcerda, la Généralité de Catalogne (où siègent des anarchistes) a envoyé, sur l'ordre du gouvernement de Valence, « 400 hommes environ — carabiniers et gardes d'assaut — dont la fidélité au gouvernement est éprouvée ». Les anarchistes de Puigcerda sont encerclés, on veut obtenir d'eux la soumission complète, sinon ils seront anéantis.

Quelle leçon pour tous ceux qui nous reprochaient de dénoncer la formule « vaincre Franco d'abord » et de mettre en avant les problèmes sociaux. Dans le camp antifasciste, les ouvriers anarchistes et poumistes se sont un moment laissés prendre à cette formule fallacieuse. La bourgeoisie républicaine, les Companys, leur montre que, pour elle, il n'y pas de « vaincre Franco d'abord », il y a « la propriété capitaliste, l'ordre capitaliste d'abord ».

La lutte prolétarienne en Espagne n'est pas perdue, comme beaucoup de camarades le pensent, mais elle est très compromise ; il faudrait d'une part un dégagement très net, immédiat, une condamnation formelle de la politique de collaboration suivie jusqu'à ce jour, il faudrait qu'aux ouvriers d'Espagne soit mise en avant la nécessité de créer, de développer par tous les moyens leurs comités de masse, de conserver leurs armes afin de ne pas se laisser surprendre par ces troupes « dont la fidélité au gouvernement est éprouvée ».

Enfin, il importe que tous ceux en France qui ont pu se laisser prendre par des arguments comme : en Espagne, les circonstances étaient plus fortes que les principes, il y a d'abord la guerre à gagner, etc., ba-

Ecrivains et artistes ne peuvent traiter que des sujets « dans la ligne » du jour. Leur existence est liée à celle de cliques bureaucratiques. Une transformation dans le Guépéou entraîne un bouleversement des « valeurs » artistiques. Art et littérature de décadence, produits d'une période de terreur policière.

Tableaux de la Vie Soviétique

Nous poursuivons la publication du récit d'un travailleur européen qui a vécu plusieurs années en U.R.S.S. Ce récit est tiré du **Bulletin de l'opposition** des bolcheviks-léninistes d'U.R.S.S.

En publiant ce récit, rappelons la situation tragique faite à l'avant-garde du prolétariat soviétique, et son extermination physique poursuivie dans les bagnes de Sibérie.

Pour mettre un terme à la terreur contre les révolutionnaires d'U.R.S.S., il faut susciter une manifestation ouvrière.

(Suite du N° 53)

Entretien avec un cheminot

Le train se composait d'une vingtaine de wagons dont un, un wagon rembourré, était occupé par de hauts fonctionnaires et des bureaucrates imporrtants. Chaque wagon avait son contrôleur attitré et un agent du Guépéou. Il y avait encore sept employés qui se promenaient dans le train, sans parler du personnel qui desservait la locomotive. En tout, une cinquantaine de fonctionnaires. Cela me parut incroyable. Dans n'importe quel pays, une dizaine de personnes au plus suffisent à desservir un train ordinaire.

Je demandai au contrôleur un matelas. Sur un ton grossier, celui-ci me répondit qu'il n'y en avait pas (or, lui-même et l'agent du Guépéou en avaient chacun trois).

Mais, dans la journée, je réussis à lier connaissance avec le contrôleur. Jl lui offris des cigarettes. Au cours de la conversation, il comprit que j'étais étranger. Le soir, je l'invitai à boire un verre de bière. Il se mit à me parler de son dur labeur dont il était très mécontent, étant mal payé. Il avait une femme malade et trois enfants. Son salaire nominal était de trois cents roubles par mois, mais après les retenues (emprunt obligatoire, cotisations du syndicat et du parti, impôts, etc.), il se réduisait à 260 roubles. Il payait trente roubles par mois pour sa chambre, si bien qu'il ne lui restait que 8 roubles environ à dépenser par jour. Maintenant que l'on vivait un peu mieux, on mangeait chez lui de la soupe au chou, du hareng, et l'on buvait du thé. A titre d'exemple, voici quelques prix (par kilo) : pain noir, 1 rouble ; carottes, 30 kopeks ; pommes de terre, 30 kopeks ; chou, 80 kopeks ; beurre, 20 roubles ; harengs, 6 roubles ; thé (qualité inférieure), 3 roubles 50 les 50 grammes ; sucre, 6 roubles 50. Il ne lui restait pas un kopek pour s'habiller ou se divertir. Il lui fallait par tous les moyens se débrouiller.

⁂

Dans les petites gares, il achetait des denrées aux paysans et les transportait à Moscou. Quant aux paysans, il leur vendait du tissu, des souliers et des caoutchoucs qu'il achetait à Moscou. Pour 10 roubles, il me remit un matelas.

— Malgré tout, on considère que ma situation est relativement « bonne ». La plupart des cheminots gagnent beaucoup moins. Mais eux aussi se débrouillent. Parmi nous, cheminots, la devise la plus commune est celle-ci : « Qui ne vole pas ne mange pas ». Nous sommes maintenant militarisés. On dit que dans les chemins de fer il y a du sabotage et pas de discipline. La vérité est qu'on demande aux machines et au personnel beaucoup plus qu'ils ne peuvent donner. Les gens sont affamés, débilités, il se cassent la tête sur le moyen de joindre les deux bouts. Vous pouvez comprendre qu'ils travaillent mal et n'ont pas envie de faire mieux. En réalité, ils font ce qu'ils peuvent. Il est vrai que, pour la moindre raison, on les condamne à mort. Nous vivons dans une atmosphère de terreur. Mais rien n'ira aussi longtemps qu'à Moscou on ne s'enfoncera pas dans la tête qu'il faut accorder à l'ouvrier un minimum de bien-être et respecter davantage la dignité de l'individu. Ne sommes-nous pas les constructeurs du socialisme ?...

Sa face, où se lisait l'inquiétude, la fatigue et la tristesse, réfléta un sourire amer, un rictus.

De la main, il fit un geste de lassitude comme s'il voulait dire : Laissons là ces bêtises.

Le Kazakstan, pays de la souffrance

Je ne restai qu'un jour à Orenbourg. Mon ami me remit une lettre de recommandation pour l'usine de locomotives de Tachkent, et je continuai ma route.

Après Orenbourg, commence l'interminable désert de steppes du Kasakstan. Elles évoquent le fond d'un océan desséché. J'avais l'impression de me trouver dans un pays inhabité. Aux quelques rares stations, on apercevait des paysans, les yeux hagards, et couverts de haillons. Des enfants épuisés, déguenillés, demandaient l'aumône. Quelques paysans vendaient du yahourt ou du riz. On eût dit des gens qui auraient été victimes d'un effroyable cataclysme. Et ce pénible spectacle se renouvelait à chaque village, à chaque station. Le train marchait à 30 kilomètres à l'heure...

A Kazalinsk, près de la mer d'Aral, un jeune homme monta dans le wagon. Il avait le type mongol. Son visage était brûlé par le soleil. Nous liâmes conversation. Tout d'abord méfiant et peu prolixe, il se mit ensuite à parler à cœur ouvert. C'était un jeune ingénieur, constructeur de ponts et de routes.

— La collectivisation fut pour le Kasakstan quelque chose d'effroyable. Cette contrée était très riche en bétail. Il fut un temps où le paysan qui possédait cent moutons était regardé comme un pauvre. Aujourd'hui, personne même qui ait des chèvres. Les paysans ont dû tuer tout leur bétail parce que le bureaucratie soviétique considère que celui qui possède deux vaches et cinq moutons est un koulak. Or, koulak est synonyme de bandit, c'est un hors-la-loi. Ce qui veut dire : confiscation de ses biens, anéantissement de sa famille, déportation en Sibérie orientale et fréquemment sa mort physique.

« De 1930 à 1934, la plupart de nos villages n'ont pas vu de pain. Le kilo de pain noir se payait de 30 à 40 roubles. Et je ne parle pas des vêtements, des ustensiles de ménage, du pétrole, du bois, du charbon. Il n'y avait ni docteurs, ni médicaments. Le typhus, la malaria, la tuberculose, la syphilis ont emporté, ces six dernières années, 70 % de la population. En 1928, le Kasakstan comptait environ dix millions d'habitants. Aujourd'hui, nous sommes à peine trois millions. Et si ces trois millions ont pu rester vivants, c'est parce qu'ils ont réussi à tourner les lois. J'habite près des marais d'Amouner Daria. Les paysans s'y nourrissaient presque exclusivement de riz qu'ils récoltaient dans les marais. Au début du plan quinquennal, un ordre arriva interdisant de semer du riz et prescrivant de cultiver uniquement du coton. Si les paysans avaient exécuté cet ordre, ils seraient morts littéralement de faim.

(A suivre.)

Sauf les fidèles laquais du tzarisme et du capitalisme, les écrivains et artistes continent de produire pendant la Révolution, abordant librement tous les sujets. Période de développement d'un art et d'une littérature révolutionnaires, prélude du développement de la culture dans une société socialiste.

La Vie du Parti Communiste Internationaliste

LA PREPARATION DE NOTRE CONGRES.

Le Bureau politique a largement discuté de la préparation politique du Congrès du Parti. Les problèmes de la conjoncture économique mondiale et française, dont la solution détermine l'orientation du Parti seront mis largement en discussion avec la thèse politique dont le projet sera publié ainsi que les principaux articles de discussion dans « **La Commune** », rubrique « Tribune du Parti », qui fait ses débuts dans ce numéro.

LE FRONT REVOLUTIONNAIRE.

Le Bureau politique a discuté également et soumettra aux Groupes du Parti, un projet d'activité systématique, pour développer la nécessité d'un **front unique d'action** des organisations et fractions révolutionnaires, front unique ne se limitant pas à des discours en commun mais à une lutte effective commune contre l'ennemi de classe. La manifestation fasciste pour Jeanne d'Arc aurait permis à un front d'action révolutionnaire de susciter une large sympathie dans les masses par l'organisation d'une contre-manifestation. Les Groupes seront, cette semaine, en possession du matériel à cette fin.

LES PROBLEMES DE TRESORERIE.

Le B.P. a examiné dans le détail les difficultés matérielles engendrées par la répression et l'augmentation du prix des journaux. Le B.P. a pris sur ces problèmes des décisions afin de permettre la continuité de nos efforts et leur développement.

L'APPUI AUX J.C.I.

Le B.P. a décidé d'appuyer la publication d'un journal de nos jeunes communistes internationalistes par leurs propres soins, c'est pourquoi il n'y a pas de page des jeunes dans « La Commune ».

PROBLEMES D'ORGANISATION ET ORIENTATION DES EFFORTS.

Le B.P. a examiné le rôle et la tâche du **Comité régional de liaison** au degré présent de développement de la région parisienne. Le délégué du B.P. au Comité régional a été désigné. Les lieux d'organisation et l'orientation vers un objectif d'activité systématique (usines, casernes), auprès de chaque groupe a été étudié, un projet d'activité sera soumis à la Région parisienne.

ACTIVITE DE LA REGION PARISIENNE :

Cercle Lénine du Secteur XIe-XIIe. — Lundi la discussion a porté sur la dégénérescence du Parti Communiste Français. Après un exposé de P. Frank, les militants ont discuté des conséquences de cette dégénérescence et décidé de mettre à l'ordre du jour du prochain Cercle, le 10 mai : **Comment bâtir le Parti révolutionnaire.** Seront conviés à cette discussion les militants de l'A.C.R., de la G.R., du P.O.I.

Cercle Lénine du XIVe. — La première réunion du Cercle portera sur la Crise du P.S. et aura lieu mardi, à 20 h. 30, salle 44, rue Didot.

Notre Secteur a procédé au collage d'affiches pour « La Commune » trois fois saisie en un mois, et à une large diffusion de tracts.

Dans le XVIIIe. — Deux collages de l'affiche de « la Commune », préparation de la seconde réunion du Cercle, vente de journaux, le poing de travail ne chôme pas.

Dans le XIXe. — Le collage de l'affiche pour « la Commune » a été effectué par poing dont la mobilisation n'a été que partielle. Dans sa réunion le Secteur a décidé d'une permanence régulière et de la constitution d'un Cercle.

Puteaux, Suresnes, Saint-Denis, Argenteuil, Vitry, Choisy, Clichy, etc. — Collage massif, distribution de nos tracts, travail d'usines systématique, signalons à ce sujet le vol d'un paquet de journaux chez Hotchkiss... Les Staliniens emploient les moyens qu'ils peuvent pour entraver notre activité, moyen inefficace !

PARMI NOS LETTRES :

NORD. — Saint-Quentin :

Je vous envoie huit abonnements de membres de la cellule, nous sommes tous des communistes de plusieurs années, sauf un copain S.F.I.O., nous ferons tache d'huile avant peu. Courage, Camarades, nous serons, nous ouvriers, bientôt tous à vos côtés ! — V.

MIDI. — Marseille :

Notre Groupe se développe et la crise dans le P.C. se poursuit. Un Secrétaire de rayon à A..., a déclaré « que les mécontents trotskistes sortent ». Cinq camarades se sont levés et sont maintenant à nos côtés, il faut leur envoyer des journaux. Quant à nous, envoyez-nous à l'avenir 300 numéros.

DES ALPES-MARITIMES :

« Envoyez-nous 20 « Commune » en plus chaque semaine. Nous avons, à G..., une base sérieuse de sympathisants. »

DES CHARENTES :

« Je suis facteur et je demande les liaisons dans le département adhérant au Parti Communiste International. »

DU HAVRE :

« Les tracts sur la saisie du journal ont été soigneusement diffusés, dans quelques usines, des ouvriers en ont spontanément demandé pour en diffuser, un courant pour les abonnements s'organise. »

MOSELLE :

Un jeune ouvrier de la Moselle nous envoie un poème pour le P.C.I. que nous publierons dans notre prochain numéro.

MEUSE :

« Je suis parmi vous dès maintenant, envoyez-moi pourtant les renseignements suivants sur la IVe Internationale, son programme et le travail à faire. »

LYON :

Le film de Trotsky passera à Lyon le 19 mai.

Au milieu des difficultés les plus graves, d'une répression lourde et tenace, notre travail se développe; nos horizons se multiplient!

Au travail pour notre Congrès !

d'une semaine à l'autre

Le tribunal correctionnel siégeant à Soissons a ajourné au 5 mai son jugement sur l' « afafire Formysin ». On connaît l'histoire.

En septembre dernière, grèves dans le Soissonnais. Formysin, alors en villégiature, n'oublie pas sa qualité de Croix-de-Feu actif. Il colle nuitamment des « papillons » hostiles au prolétariat et provoque les travailleurs.

Ceux-ci l'ont corrigé. Ils ont bien fait.

La presse fasciste mène grand tapage : « On a rendu ce malheureux aveugle, et c'est miracle s'il en réchappe... » Il faut croire que le miracle s'est produit, puisque non seulement il ne paraît pas avoir trop mauvaise mine, mais qu'il n'est point aveugle. Il est en outre prouvé que sa cécité partielle était antérieure de plusieurs années aux coups dont on dit qu'ils l'ont causée.

Là où une justice révolutionnaire eût commencé par boucler Formysin pour actes anti-prolétariens, les tribunaux du Front Populaire inculpent huit travailleurs, parmi lesquels deux gosses.

En d'autres temps, quelle action publique, dans les usines et dans la rue, eût été menée pour empêcher cette monstruosité : la mise en jugement de huit travailleurs auxquels on reproche d'avoir nettoyé la rue !

Le jugement de Soissons sera connexe à une autre affaire tout aussi dramatique qui a pour théâtre le pavé lyonnais : une bataille de gosses.

Dans des circonstances d'ailleurs mal définies, le petit Paul Gignoux est frappé dans la rue, rentre chez ses parents (de grands bourgeois lyonnais) et meurt.

Ce sont des gosses d'ouvriers qui, ajoute-t-on, l'ont frappé.

J'ignore si cette thèse est vraie ou non. Ce ne serait ni la première ni la dernière bataille de mômes... et certaines eurent des conséquences tragiques qui n'ont et ne peuvent avoir qu'un caractère accidentel.

Mais la victime est un fils de bourgeois et les prétendus agresseurs sont des « gones » ; il n'en faut pas davantage pour porter l'accident au point aigu d'un conflit de classe. Pour venger le petit bourgeois, huit enfants de prolos sont arrêtés et voués à l'odieuse « maison de force ».

La mesure eût-elle été analogue si, les rôles étant inversés, la victime avait été parmi les jeunes travailleurs ?

Note de la Rédaction

Pour que « **La Commune** » puisse être imprimée à temps. Il faut que les articles nous parviennent au plus tard le **LUNDI SOIR,** dernier délai.

⁂

Des lecteurs s'étant étonnés que les articles ne soient pas signés, nous rappelons que c'est par décision du Comité Central, le journal étant l'expression du travail collectif de l'organisation.

CONVOCATIONS

Comité Central. — Sur convocation, présence obligatoire.

Bureau politique. — Lundi, à 20 h. 30, lieu habituel.

Rédaction. — Samedi, à 18 heures, lieu habituel. — Mardi, de 20 heures à 24 heures, aux « Deux-Hémisphères ».

Comité Régional de Liaison. — Samedi, à 17 heures, au Siège.

Bureau des Métaux. — Samedi, à 16 heures, Bureau, présence indispensable.

Bâtiment. — Bâtiment R. P., être présents au C.R.L. samedi à 17 heures.

Région parisienne. — Vendredi 14, à « D'Artagnan ». Assemblée d'actif.

Secteur XIe et XIIe. — Samedi à 22 heures au 219, collage. — Dimanche matin de 10 h. à 12 heures, permanence 219, Faubourg-Saint-Antoine. Vente du ournal. — Lundi soir: Cellule, à 20 h. 30. Cercle à 21 heures.

Secteur XIVe. — Cellule, mardi à 20 h. 45, lieu habituel. — Vendredi et samedi, lieux de vente habituels.

Secteur XVIIIe et XIX. — Permanence XVIIIe. — Permanence XIXe. — Cercle Lénine du XVIIIe. — Cercle Lénine du XIXe.

Clichy. — Vendredi, lieu habituel, Cellule.

Argenteuil. — Jeudi, lieu habituel, Cellule.

Puteaux-Suresnes. — Jour et lieu habituels.

Vitry. — Dimanche matin, vente, lieu habituel.

MARSEILLE

Permanence tous les dimanches, de 10 h. à midi, au bar « Chez Vous », 29, rue Châteauredon (angle Cours Lieutaud).

Dimanche 23 mai, à 9 h. 45, Réunion privée organisée par le P.C.I. au CINEMA STAR, rue de la Darse.

Contribution au contre-procès de Moscou. Une CONFERENCE-FILM PARLANT, de L. TROTSKY.

A LYON

Kiosques : Place du Saut, face Pellet (3e); Place du Pont-Mouton (5e).

Journaux : 13, rue du Mail (4e) ; 91, Montée de la Grande-Côte (1er); 6, rue des Farges (5e); 77, Grande-Rue de Montplaisir (3e); Pichat, 63, Grande-Rue, à Pierre-Bénite (Rhône); 62, Grande-Rue, à Oullins (Rhône).

Permanence du P.C.I. tous les samedis, de 17 h. à 19 h., Café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, près la place des Terreaux.

« La Commune » est en vente :

A SAINT-ETIENNE : aux kiosques, place Bellevue, place du Peuple, place de l'Hôtel-de-Ville, côté Douais.

FEDERATION DES PIONNIERS ROUGES
ACTIVITE DU MOIS DE MAI

Dimanche 9. — Sortie de préparation du Camp de Pentecôte. — R.V. à 8 h. 30 : Mairie d'Issy.

Samedi 15, Dimanche 16, Lundi 17. — Pentecôte. Camp-volant.

Dimanche 23. — Sortie de collectifs.

Dimanche 30. — Participation à la Manifestation du Mur des Fédérés.

La Permanence régionale fonctionne maintenant régulièrement tous les samedis, de 16 heures à 20 heures. La Bibliothèque et la documentation sont à la disposition des Camarades.

La Commission d'Agit.-Prop. (chants, chœurs parlés), fonctionnera régulièrement à une heure donnée. Etudes de techniques du Théâtre ouvrier, répétitions d'orchestre d'harmonicas, etc...

La Commission d'Etudes sociales-politiques fonctionnera tous les 15 jours.

Chronique Syndicale

A quoi sont utilisés les syndicats

Dans l'expérience du Front populaire ont été embarqués les syndicats de la C.G.T. Au cours de cette expérience, les effectifs de celle-ci se sont considérablement accrus, faisant de la C.G.T. l'organisation la plus puissante numériquement dans le pays.

S'il y avait — comme le prétendent de façon éhontée les Jouhaux et les Frachon — la démocratie ouvrière dans les syndicats, ces derniers verraient s'exprimer amplement tous les courants de la classe ouvrière ; sans être en état de remplacer les soviets comme organismes de masse pour la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans et pour la consolidation de ce pouvoir, les syndicats auraient permis, si la démocratie ouvrière n'y était pas un vain mot, à la classe ouvrière de faire son expérience dans les conditions les plus claires, les plus favorables, par conséquent, pour son émancipation.

Mais la machine syndicale est lourde, formée d'échelons superposés en grand nombre ; si les cotisations parviennent au sommet, les volontés de la base sont dissipées dans l'engrenage confédéral. Par contre, la C.G.T., ou plutôt la direction confédérale qui est désignée par ces initiales, entre dans la vie politique comme un élément des plus importants.

Parce que l'appareil syndical possède un poids politique propre, on s'explique la lutte sourde mais très vive que, dans la C.G.T., se mènent les ex-unitaires et les ex-confédérés pour les postes de direction des Fédérations et des Unions départementales. Les ex-unitaires, les staliniens, qui ont conservé pratiquement leurs fractions (nous ne voyons pas là matière à scandale, c'est sur la politique réformiste et patriotique dont ils sont les champions que nous les combattons sans répit) ont conquis ainsi de nombreuses positions dans les Fédérations pour l'instant. Les ex-confédérés, qui essaient de se défendre avec Syndicats, *sont loin de pouvoir tenir le coup, d'autant plus qu'ils sont loin d'être soutenus par le pape confédéral. Jouhaux, en effet, semble s'entendre assez facilement avec les staliniens.*

Dans cette opération, ce n'est pas l'intérêt des travailleurs qui anime Jouhaux et les staliniens. Il y a là une politique d'une aile du capitalisme français qui participe au Front populaire. Cette aile de la bourgeoisie est d'accord avec Jouhaux et les staliniens pour envisager un certain nombre de mesures (centrées autour de ce programme de grands travaux) pour assurer la stabilisation du régime capitaliste en France.

Et, en liaison avec ce programme économique et financier, se trouve un programme politique d'intégration du mouvement syndical dans les cadres de l'Etat, un programme qui vise à faire des syndicats un morceau de l'appareil d'Etat. L'appareil syndical serait une administration d'Etat, d'un caractère particulier, dont le but serait de régler à l'amiable les conflits de classe, sans que les privilèges capitalistes soient menacés.

***

Le calcul est peut-être excellent, mais il n'a aucune valeur. La classe ouvrière peut, pendant un certain temps, se laisser freiner par un appareil et accorder à la forme syndicale des vertus qu'elle n'a pas ; mais l'acuité des conflits de classe l'obligera à briser les digues.

Les militants qui, aujourd'hui, dans le mouvement syndical, cherchent à constituer une minorité révolutionnaire, militants où se trouvent un certain nombre des nôtres, militants dont nous appuyons les efforts, doivent mener une lutte acharnée contre ces tentatives de domestication des organisations syndicales. Contre les Jouhaux et les Belin, les Frachon et les Racamond, ils aideront au rassemblement de milliers de prolétaires révolutionnaires.

Le Havre

ENCORE UNE GIFLE!

Les Cance, les Parisse, et autres Hache, n'avaient pas fini d'acclamer le « Petit Havre » dans l' « Avenir » que celui-ci les récompensait en leur collant quelques coups de pied au... quelque part. Ils n'avaient pas fini de porter aux nues « nos amis radicaux et M. Meyer » que ceux-ci, après les avoir eng... à Dieppe et ailleurs, leur administraient une claque retentissante en quittant le Front populaire.

Aujourd'hui, comme le chien qu'on fouette et qui fait le beau, Cance affirme que Meyer n'est pas le parti radical et explique à tout venant : « Le 26 mai 1936, les électeurs n'ont pas dit : « Nous voulons les soviets », alors, « nous voulons rester fidèles à la volonté exprimée par les électeurs », et... nous ne voulons pas les soviets ni la révolution en France.

Nous n'avions pas besoin de cet aveu pour le savoir et les travailleurs qui réclamaient « Les soviets partout » iront avec ceux qui disent encore : « Les soviets partout! »

LES MARINS EN LUTTE

Le samedi 1er mai, le « Michigan », de la Transat, devait quitter Le Havre. Or, les cabines de l'équipage viennent d'être repeintes. De coutume, ce travail est exécuté avec des peintures de bonne qualité qui ne portent pas odeur. Cette fois, on employa un mélange infect qui rendait irrespirable l'atmosphère des cabines. L'équipage refusa de partir et, lundi, le navire était encore là.

Dans le cas particulier du « Michigan », depuis quatre fois, les marins n'ont même pas eu de repos, et cette fois encore on voulait les faire repartir après seulement VINGT-QUATRE heures d'escale.

Ceci n'est qu'un exemple entre mille d'exploitation. La réalité est la suivante : Un marin gagne environ huit cents francs par mois pour nourrir sa famille ; quand il veut revendiquer, on le musèle par tous les moyens et ses responsables syndicaux ne sont pas les derniers dans cette tâche. Tarracinta a ressenti le besoin de faire un peu de démagogie dans l' « Avenir du Hâvre » sur les bas salaires des gens de mer, mais il oublie de rappeler sa conduite (et celle de ses collègues) dans les derniers négociations.

Les marins réclamaient 30 % d'augmentation, ce qui est un minimum si l'on considère les traitements des autres travailleurs et le coût de la vie. Très vite, les responsables réduisirent leurs prétentions à 100 francs de majoration. L'arbitrage vient de leur donner TRENTE francs seulement, et VINGT aux mousses et aux novices.

Une retraite suffisante, la suppression des heures supplémentaires, le droit de vote, les travailleurs ne les arracheront pas dans des négociations d'arrière-boutique, mais en s'emparant des navires, en nommant leurs conseils de bord, en participant à la lutte de tous les travailleurs révolutionnaires pour les soviets.

LE COIN DU PROLO

Les Militants du mouvement syndical

Les métallos communistes internationalistes

Nous avons relaté, dans le n° 52, la physionomie générale de la réunion de nos métallos à propos du prochain renouvellement du contrat collectif. Mais il nous faut revenir car entre temps un projet de résolution a été proposé par le Comité fédéral des Métaux, le 17 avril dernier, en vue du renouvellement du contrat collectif.

⁂

Abolition des « zones ».

Comment se fait-il que la résolution du 17 ne souffle mot d'une question aussi primordiale que l'unification des salaires des métallos à l'échelle nationale ? La tactique du patronat a été de tout temps le morcellement et la différenciation en matière de salaires. La France était divisée en plusieurs zones correspondant à des salaires différents. Mais, depuis juin 1936, et l'effort d'unification des salaires et des heures de travail qui s'en est suivi, cela n'a plus de raison d'être.

A bas la décentralisation.

De ce problème non plus la résolution ne parle pas. Sans doute, les Doury et les Costes auraient peur de donner raison aux « trotskystes » qui furent à l'avant-garde de la lutte contre la décentralisation.

Le requin Tardieu, en 1927-1928, avait dû reculer puis abandonner la présentation d'un projet de loi sur ce point précis. C'était pourtant l'époque où le syndicat des métaux était faible!!

Le patronat de l'aviation, aidé du ministère, voulait reprendre le projet et le faire passer en motivant la décentralisation par des arguments « techniques » touchant à la défense nationale.

Nos camarades ont montré que ce n'était là qu'un prétexte... Derrière la décentralisation, il y a la volonté gouvernementale d'affaiblir la combattivité des métallos parisiens, de désagréger leur bloc et de disperser les militants.

Le rapporteur a appelé l'attention des camarades sur une information sérieuse selon laquelle les hautes sphères songeraient à construire des « usines-casemates » sous les hauteurs qui environnent Paris. A bas les nouvelles catacombes industrielles!!

Sur l'élection et le rôle des délégués.

Nos camarades estiment que tout ouvrier peut être électeur dès son entrée dans l'usine. Même chose pour être éligible. En outre, pourquoi faut-il avoir 25 ans et la nationalité française pour devenir délégué d'usine ou d'atelier ?

Mais, ceci acquis, le métallo de la région parisienne veut arriver à obtenir le contrôle du débauchage et de l'embauchage ; mais ce n'est pas tout : il veut qu'il ait droit de regard sur les carnets de commande et sur les essais. Mieux encore : le temps n'est plus loin où l'inspecteur du travail, avant de discuter avec le chef du personnel, ira directement se présenter au délégué. Enfin, le métallo de la région parisienne demandera l'insertion dans le contrat collectif d'une clause supplémentaire garantissant le délégué contre tout renvoi pour quelque cause que ce soit pendant la durée de son mandat.

A propos du débauchage, à côté de camarades préconisant l'adoption d'un ordre de préférence suivant les capacités professionnelles, d'autres métallos sont partisans au contraire d'adopter l'ordre d'ancienneté, se basant sur l'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique ; ces derniers estiment que, lors de la réembauche, il devra être alors tenu compte de l'ordre dans lequel le débauchage a été effectué.

Organe des métallos communistes internationalistes

Au groupe "Lutte de classes

La réunion du 23 avril fut assez bonne, une soixantaine de militants étaient présents. Après les rapports sur l'activité et l'organisation du Cercle « Lutte de Classes », par Lemire et Galopin, des métaux, de nombreux Camarades intervinrent.

Le plus remarquable, dans l'exposé de Lemire, ce fut les renseignements sur les démarches entreprises par le groupe « Lutte de classes » auprès du groupe de « La Révolution Prolétarienne », en vue de certains appuis. La réponse donnée par Chambelland est que « La Révolution Prolétarienne » était une sorte de « coopérative intellectuelle » ; le mot est beau et nous le retenons, mais ce n'est pas avec des coopératives intellectuelles, si belles soient-elles, qu'on fait la Révolution, ni même qu'on forme un parti révolutionnaire.

L'exposé de Galopin, ancien secrétaire de la Fédération Unitaire des Métaux, ancien membre du Comité Central de l'ancien Parti communiste, nous montra les luttes actuelles entre réformistes et staliniens, pour la conquête des places syndicales plus que pour l'émancipation des syndiqués. Montons en épingle sa déclaration, où il s'affirme pour le droit des minorités, mieux même pour le droit de représentation, et d'expression des tendances. Nous nous souviendrons de cette déclaration de principes à l'occasion.

Dans la discussion qui s'engagea, un camarade s'étonna que, seul de tous les journaux d'extrême-gauche, « la Commune » ait été mise à l'écart par le groupe « Lutte de Classes » pour l'insertion de sa déclaration et de ses communiqués. Lemire, après une petite échappatoire, où il est question de politique, reconnaît sur une question plus précise qu'il y a eu faute de sa part. Enregistrons. Demain, nous démontrera si l'évincement est systématique ou s'il y a eu erreur.

Dichamp (Bâtiment) intervient sur une question de tactique, dont nous ne voulons pas discuter pour l'instant.

Plusieurs camarades rapportent sur leur activité, dans leurs Sections syndicales. Il ressort que, déjà, des groupes d'ouvriers se ressaisissent devant la carence complète des dirigeants syndicaux. Il apparaît de plus en plus qu'un courant syndical révolutionnaire commence à se dégager.

Marseille

COMITE DU FRONT REVOLUTIONNAIRE

Appel lancé aux militants révolutionnaires

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, le camarade Lagorce, du groupe B.-L. de Montolivet-Beaumont, a été agressé le 29 avril, à 10 h. du soir, par un nommé Ghio, facteur des P.T.T., membre de la cellule communiste de Saint-Jacques. Devant les témoins présents, Ghio déclara agir par ordre et qu'il tirerait sur Lagorce s'il persistait à afficher dans Montolivet...

Le récent appel au progrom et à l'assassinat des trotskistes par G. Chevalier, secrétaire des J.C., démontre bien les intentions criminelles de faire massacrer entre eux les militants révolutionnaires de la base, car nous n'avons pas la prétention de mettre les camarades de base avec les bureaucrates du sommet corrompus par leurs continuelles accointances avec la bourgeoisie capitaliste dont ils veulent défendre le démocratique régime contre le fascisme assassin des libertés, alors que cette même bourgeoisie ne pense qu'à l'instauration du fascisme pour défendre et conserver ses privilèges.

Camarades socialistes, communistes, anarchistes, sans parti, qui avez enfin ouvert l'œil sur la pente fatale de la contre-révolution où vous mènent vos chefs, groupez-vous au sein du comité du FRONT REVOLUTIONNAIRE de Marseille, venez grossir nos rangs pour former nos cadres révolutionnaires qui conduiront le prolétariat à sa victoire finale. Contre la guerre qui vient! Pour la victoire révolutionnaire du prolétariat espagnol! Contre le fascisme international! Contre la trahison du F.P.! un seul mot d'ordre : REVOLUTION!

Pour le Comité et par ordre :
P. MORUCI.

Permanence du Comité du Front Révolutionnaire de Marseille : Civette Noailles, 16, place des Capucines.

Nouzonville

Le 23 avril vient d'avoir lieu une réunion, dite de vieux travailleurs, avec tout l'état-major stalinien.

Lareppe, député-maire, tint un langage jésuitique pour plaindre les pauvres chômeurs, que leur allocation ne pouvait nourrir, ni non plus la retraite. Néanmoins, il fallait prendre patience, il fallait commencer par quelque chose, aujourd'hui, ils étaient 72 députés et, dans quatre ans, etc., etc.

Mais, aussitôt, pour calmer l'effet de cette douche froide, il fallait se méfier, ajouta-t-il, d'une certaine propagande, faite par Marchal, propagande provocatrice qui demandait beaucoup trop, et que les vieux chômeurs pouvant, de par le contrôle, être radiés du chômage, c'était moi, par ma propagande pour l'augmentation de notre allocation et de notre retraite à 7.000 fr. par an, qui ne faisait que de la provocation, et deux interruptions de ma part mirent en fureur quelques individus au service de ce renégat ; ils essayèrent la manière forte, pour me glisser à la tribune ce que je demandais. Lareppe ne s'attendait nullement à une réplique aussi cinglante. Pour la première fois, les mots de renégat et de vendu à la bourgeoisie frappèrent en plein visage cet individu et ses laquais. Quelques mots me suffirent pour mettre en relief son attitude d'hier et celle d'aujourd'hui. De sa part, aucune réponse. Mais son chargé d'affaires, Galatry, ignorant complètement le mouvement révolutionnaire, nous transporta directement en l'an 1900, du fameux discours de Millerand. Néo-Millerandisme en tout et pour tout, vote de 30 milliards pour la guerre, il ne manque plus que les retraites militaires et, au bout, la boucherie pour les travailleurs et Bordeaux où se retrouveront tous ensemble, les Thorez, les La Rocque et les Doriot.

Mes enquêtes

L'Humanisation de la police

De la police parisienne, prenons l'élément le plus visible et le pus nombreux, les agents en uniforme, et regardons, en ces trente dernières années, les augmentations successives de ses effectifs, amenant la police à 15.000, et ses nouveaux moyens de transports et de matériel répressif, depuis 1904, date de la création par Lépine de la première brigade cycliste groupant 340 agents, aux quatre autos blindées actuelles.

Jusqu'à l'après-guerre immédiate, augmentation des agents, augmentation des cyclistes baptisés v... à roulettes pour les distinguer des autres. Tout de suite après la guerre, les agents ont encore la pélerine et le sabre dit coupe-choux ; le port du revolver n'est pas officiel.

A la suite du 1er mai 1919, les effectifs augmentent, le revolver devient obligatoire ; à la place des pélerines disparues, le bâton blanc apparaît, d'abord sous prétexte de visibilité pour la circulation, en réalité pour éprouver l'entêtement des manifestants (et même de ceux qui ne le sont pas) ; plus tard, on introduisit la matraque. Reconnaissons toutefois loyalement que le vieux passage à tabac traditionnel après chaque arrestation de manifestants a un peu disparu des commissariats de police ; avec le progrès moderne, on le fait maintenant avant.

Dans les années qui suivirent la guerre, la brigade centrale fut remise sur pied ; de 100 hommes à la préfecture de police, elle se transportait par camions (fournis par l'armée) ; elle augmenta de nombre, les camions furent remplacés par des cars plus rapides. A la suite des manifestations Sacco-Vanzetti (août 1927), le nombre des agents fut encore augmenté, l'emploi des cars s'étendit à tous les postes de police. En même temps, les avertisseurs de police faisaient leur apparition pour arriver au chiffre de 700 aujourd'hui.

Comme les forces de la police s'avéraient toujours trop faibles aux yeux de tous les gouvernements, la création d'une gendarmerie spéciale appelée **garde mobile** fut décidée sur la proposition de Robespierrot dit Paul-Boncour, qui n'a pas que le toupet de ses cheveux : 15.000 hommes furent enrégimentés, puis 10.000, puis 2.000 supplémentairement sous Daladier-Blum, soit 27.000, à la disposition de l'Intérieur, organisés par régiments, sur la base de pelotons de 33 hommes, possédant un matériel de transport nombreux et rapide, un armement puissant : revolver d'ordonnance, pistolet automatique (196 balles à la minute, portée 400 mètres), mousquetons, et de nombreux paquets de cartouches (Clichy, 2.000 balles), mitrailleuses, grenades dans les réserves.

Voilà ce qu'on a fait depuis les 9.000 hommes environ d'avant-guerre pour Paris, alors que la population de la capitale n'a augmenté que de 25.000 personnes.

Remarquons en passant (ce n'est pas le but de cette enquête) qu'au fur et à mesure que les ouvriers conquéraient les mairies de banlieue, les droits de police des municipalités étaient réduts jusqu'à la dernière invention jésuitique, la **police d'Etat.**

Aujourd'hui, à la suite des événements de Clichy, où les ouvriers furent massacrés, la police renforce son matériel répressif, sans doute pour faire mieux et plus vite la prochaine fois. Les grands journaux nous informent que la police parisienne dispose maintenant de quatre autos recouvertes de blindage (on n'ose pas dire autos blindées) qui, dans un but « humanitaire », projetteront simplement du sable et des balles en celluloïd. Sans doute, pour que nous puissions jouer aux petits pâtés ou à la raquette ! Le prix de revient de chaque auto blindée s'établit autour d'un million ; beaucoup de ceux qui connaissent très bien cette caverne de... d'honnêtes gens qu'est l' « Hôtel de Ville » penseront que les choses ont été bien faites, que, pour ce prix-là, le blindage est en argent, le sable désinfecté, les balles en celluloïd incombustibles, plutôt que de croire que le traditionnel pot-de-vin a été versé et bu.

Mais les jets de sable pulvérisé, projetés à l'air comprimé, peuvent, à 10 mètres, sous un jet persistant de quelques minutes, traverser une plaque de tôle de 20 dixièmes ; le jet de sable des autos de la préfecture aura un pouvoir de 100 mètres ; les balles en celluloïd seront pleines et à 15 mètres elles assommeront proprement les gens ; après cela, il n'y aura plus qu'à transformer les tubes à projection de sable pour qu'ils projettent des gaz. Les agents ont déjà les masques et le casque ; les tubes à balle en celluloïd seront remplacés avantageusement par des tubes de mitrailleuses, et la liberté régnera, maîtresse des rues de Paris, pour le Front populaire, par le Front populaire.

La manifestation du 1er Mai

Quelle décevante journée que ce 1er mai 1937 ! Fête du Travail, cela! Voir célébrer cette journée de lutte, que le prolétariat imposa avec son sang, de concert avec les ennemis de la classe ouvrière, avec les mêmes emblèmes et le même chant que ceux qui, en 1890, assassinèrent sauvagement des jeunes travailleurs à Fourmies !

Le long du cortège, entre la Nation et Vincennes, même pas un oriflamme rouge. Rien ! De grands mâts rappelant ceux de la fête de Neuilly, agrémentés des écussons officiels. Et, en haut, de grandes oriflammes tricolores dont quelques-unes aux couleurs d'Espagne. C'était tout.

Cela faisait un effet plutôt triste de voir les travailleurs, venus pour la plupart rien qu'avec des drapeaux rouges, défilant sous ces décorations rappelant un quelconque carnaval.

Mais où le cynisme dépassa les bornes, ce fut quand les haut-parleurs déversèrent le long des cortèges une vibrante « Marseillaise ».

Beaucoup de travailleurs, pourtant encore Front populaire 100 %, ne comprirent pas pourquoi, en ce jour de 1er mai, **leur journée**, l'on jouait la « Marseillaise ».

Les discours prononcés furent dans le ton de la manifestation, empreints du chauvinisme le plus dégoûtant où les mots « Nation française », « Espagne républicaine » et « Démocratie » revenaient sans cesse...

Personne pour rappeler la glorieuse tradition du 1er mai. Personne pour rappeler nos morts, et pourquoi ils tombèrent.

« Un million d'hommes », ont retenti le lendemain l' « Humanité », le « Populaire », le « Peuple », et autres organes apparentés au Front populaire. Un million d'hommes qui ont, une fois de plus, été appelés à faire une promenade dans Paris, afin de les détourner des combats de classe. Messieurs les bureaucrates sont peut-être très fiers de leur journée, peut-être se croient-ils tout-puissants auprès de ces masses qui ont répondu à leurs appels. Le Premier Mai ne pouvait guère avoir un caractère de combat exceptionnel, le degré d'acuité des rapports de classe ne s'y est pas exprimé, mais ce Premier Mai terne et monotone n'a pas eu pour effet de diminuer cette acuité. Demain, à l'entreprise, les classes s'affronteront à nouveau, et Messieurs les dirigeants du Front populaire, qui ont déjà eu chaud à plusieurs reprises, ne sont pas au bout de leurs mécomptes.

1er Mai à Lyon

Les ouvriers ont répondu en masse à l'appel de leurs syndicats et la manifestation fut imposante par le nombre des participants.

Mais il ne régnait pas la combattivité et l'ardeur révolutionnaire des 1er mai d'il y a quelques années. Les masses exploitées, trompées par leurs directions politiques et syndicales, semblent ne pas voir le péril de la guerre impérialiste et la menace grandissante du fascisme. Leur immense défilé eut, par moments, un caractère de fête foraine. Mais elles se réveillaient quand, d'une fenêtre, un fasciste les provoquait, la main levée. Les poings se tendaient, les huées montaient à l'adresse au chien fasciste et, sur les visages ouvriers, se lisait la haine de l'ennemi de classe.

⁂

Nos camarades du P.C.I., disséminés dans l'immense cortège, ont lutté pour faire reprendre par la masse les mots d'ordre révolutionnaires abandonnés par les grands partis traîtres : Contrôle ouvrier, A bas les deux ans, Les soviets en France, etc. **La Commune** a été largement diffusée.

La défense des proprios

Ce n'est pas tous les jours que le « Temps » complimente le parti communiste. Mais, depuis quelque temps, le fait n'est plus rare. Le 20 avril, il écrivait, à propos d'un article paru dans l' « Huma », sous la plume de M. Hoyez, architecte :

« Comment ne pas applaudir à cet article où est proposé l'abrogation du décret frappant de 10 % les loyers locatifs... Il n'est propriétaire qui ne l'acceptera... Cette proposition a été faite à peu près dans les mêmes termes par l'Union de la propriété bâtie de France... Du jour où le parti communiste a pris nettement position en faveur des propriétaires écrasés par l'impôt et ruinés par la disparition de leurs revenus, ... la technique l'a emporté sur la politique. »

Mais, est-ce que les deux cents sections et amicales de la Fédération des Locataires de la Région Parisienne sont aussi de l'avis du « Temps » et du parti communiste ?

Dans le taxi

Pour la première fois le syndicat a donné l'ordre de travailler le Premier Mai. Le montant des recettes destinées au patron lui serait alloué, le montant des salaires versé pour l'Espagne, mais « sans » contrainte. La direction syndicale ne pouvait invoquer pour cette mesure les véritables raisons : paix dans la rue où les aunes auraient été justement pourchassés, tentative gouvernementale de conserver à Paris son aspect, aussi on demande aux chauffeurs ce sacrifice afin de permettre la manifestation et le transport des manifestants ! — Ceux qui objectaient que métro et autobus fonctionnaient se voyaient cloués : « c'est une raison de plus ». Ainsi s'accréditait la notion déjà malheureusement acquise pour métros et trams de « services publics » où le droit de grève est limité.

Mais la direction syndicale, que dirige l'opportionnel capitulard Depollier a senti la résistance des gars. Aussi plusieurs réunions de délégués et de militants eurent lieu. La direction s'efforça de faire dévier le débat ; on montra aux chauffeurs la tarte à la crème de nouvelles revendications afin de leur faire avaler le premier mal jaune. Les délégués qui osaient s'élever contre le travail étaient hués par les cadres encore sous l'influence stalinienne. Les gars qui n'appliqueraient pas la discipline devaient être considérés comme jaunes, allaient même proposer les plus « disciplinés ».

Notre camarade Molin ayant demandé la parole, se vit menacé dans les coulisses de la tribune et entouré comme fasciste par des capons qui ont confiance en un Depollier. Afin d'empêcher qu'il parle, Loche vint faire un discours contre les trotskystes, dont un avait amené à la réunion une quinaine de ses amis pour la saboter, et demanda aux chauffeurs de ne pas tolérer de fascistes à la tribune, après des divagations sur le procès de Moscou.

D'autres adversaires du travail le 1er mai se virent traiter de saboteurs et la suspicion jetée sur eux...

L'opposition révolutionnaire prend forme aux cochers-chauffeurs, comme nous le verrons dans notre prochain numéro.

Chez les coiffeurs

Le décret de Lebas, imposant aux ouvriers coiffeurs parisiens 45 heures de travail et 47 heures à ceux de banlieue, a soulevé une légitime indignation. Le 29 avril, à Japy, plus de 7.000 ouvriers étaient réunis, prêts à décider la grève générale. Mais la direction, formée d'ex-unitaires dans sa majorité, ne voulait pas la lutte.

Pendant deux heures, Guny et son comparse Magnien vont s'employer à calmer l'effervescence, déclarant qu'on ne pouvait faire la grève immédiatement « parce qu'on n'était pas prêt », alors qu'il est question de grève depuis Pâques. Que faisiez-vous donc, MM. Magnien et Guny, pendant que nous subissons en silence les salaires de famine et les brimades patronales ? Vous sabliez le champagne avec ces dirigeants patronaux de la rue Albouy, dont vous dénoncez aujourd'hui toute la canaillerie.

Mais aujourd'hui, plus de dérobade. Après la sentence arbitrale, il faudra engager la lutte, malgré le bloc patronal et ses valets du S.P.F., malgré aussi les désapprobations probables du gouvernement et l'hostilité des pouvoirs publics.

Un ouvrier syndiqué.

Assurances

Par leur action, les Employés d'assurances viennent d'obtenir la semaine de 40 heures en cinq jours et un réajustement de salaire de 10 %.

De plus, ils ont exigé et obtenu, dans la plupart des cas, la réintégration des révoqués de la grève générale de mars.

Toutefois il est une Compagnie plus rétive que les autres qui n'a pas encore réintégré trois de nos camarades. C'est du « Nord » qu'il s'agit. Sans doute, le directeur est-il jaloux des lauriers de son compère, le fasciste Mazel, du « Soleil ». Dans ce cas, il a dû comprendre, à l'attitude énergique des employés, que ceux-ci n'étaient pas décidés à laisser ces procédés se faire jour à nouveau dans l'assurance. En effet, des employés d'autres boîtes, au nombre d'un millier, manifestèrent l'autre our, à la sortie du « Nord », rue Le Peletier, leur volonté de voir réintégrer leurs Camarades dans le plus bref délai. Ils occupèrent la rue pendant près d'un quart d'heure, exprimant ainsi la volonté de lutte des exploités de l'assurance.

Chez Brossette et fils

On nous communique l'ordre du jour voté par la Sous-Section syndicale des Etablissements Brossette et Fils, à Saint-Mandé (métaux), le 14 avril 1937.

« Les ouvriers, chauffeurs-livreurs, et employés de la Maison Brossette et Fils, Saint-Mandé (métaux - gros et demi-gros), devant la lenteur apportée par le gouvernement à l'application de la semaine de 40 heures à certaines catégories de travailleurs, demandent à leurs Syndicats respectifs, de prendre immédiatement les responsabilités en vue d'un mouvement de protestation de tous les éléments qui se trouvent encore hors la loi, décident, au cas où la C.G.T. se désintéresserait d'eux, de débrayer immédiatement si, dans les huit jours, une solution n'est pas intervenue, engagent tous les camarades dont la situation est similaire, à mener l'action pour faire aboutir leurs revendications.

« Décident, en outre, à passer cet ordre du jour dans toute la presse syndicale et Front Populaire.

« Se séparent au cri de « Vive la C.G.T. ! »

Au central télégraphique

Au cours de l'Assemblée générale des Employés du Central du 15 avril, plusieurs camarades protestèrent vigoureusement contre l'activité du Bureau de la Section, lui reprochant de s'être trop cantonné dans les questions de détails en éludant ainsi complètement les revendications essentielles et d'avoir constamment subordonné l'action syndicale à l'action gouvernementale.

Deux ordres du jour, l'un en faveur de l'Amnistie, l'autre contre la souscription de 250.000 francs de la C.G.T. relative à l'Emprunt pour la Défense Nationale, furent votés à la presque unanimité des présents. Dans le premier, l'Assemblée blâmait la Fédération Postale et le Gouvernement de Front Populaire, en faisant remarquer qu'à la suite de la grève de 1930, et sous un gouvernement réactionnaire, la réparation du dommage causé aux sanctionnés avait été faite plus rapidement. Dans le second, les Employés s'élevaient contre la course aux armements, favorisée par la C.G.T., et dont le prolétariat fera encore les frais. Ils stigmatisèrent les méthodes inadmissibles des organismes centraux ; ceux-ci prenant des décisions importantes sans une consultation préalable à la base, plaçant les adhérents devant le fait accompli, et violant, de cette façon, la Démocratie ouvrière.

Par le vote des deux ordres du jour le Secrétaire de la Section fut mis deux fois en minorité. Cela doit l'amener à réfléchir...

D'un chômeur aux chômeurs

Au début de 1931, quand le chômage commença à s'installer en France d'une façon permanente, le Parti Communiste et la C.G.T.U. organisèrent et appuyèrent le mouvement revendicatif des chômeurs. Les premiers Comités de chômeurs (pères, pour la plupart, des Comités actuels), se formèrent. Ayant, à cette époque, été mêlé d'assez près

L'idée dominante des premières luttes des chômeurs était que chômeurs, privés involontairement de travail, nous n'avions pas à nous intéresser des considérations officielles sur la crise. N'étant pas responsables du pouvoir dirigeant, victimes de l'état de choses, nous n'avions qu'à réclamer des pouvoirs établis le droit à la vie, et cela par tous les moyens : réunions, manifestations devant les mairies, dans la rue, devant la Chambre des Députés, etc...

Les sommes allouées aux chômeurs à Paris à cette époque étaient de 8 fr. 50 par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3 fr. 50 pour un enfant. Les premiers cahiers de revendications des Comités de chômeurs réclamaient 20 francs pour le chef de famille, 12 francs pour la femme, 6 francs par enfant, le droit au transport gratuit, des salles de réunions dans les mairies ou les bâtiments municipaux, des bons de lavoir, des bons de douches, des bons de vestiaires, la cantine gratuite pour les enfants de chômeurs.

En 1937, l'allocation est de 13 francs pour le chef de famille, 6 francs pour la conjointe, 5 fr. 50 pour l'enfant. Mais les prix des denrées ayant augmenté de 35 %, le pouvoir d'achat a donc diminué d'autant.

Aujourd'hui, dans les Comités de chômeurs, on ne parle plus de manifestation devant les mairies, encore moins devant la Chambre des Députés. Le mot d'ordre est : du calme, quand les chômeurs crèvent de faim ; du calme, quand on ne s'est jamais autant foutu d'eux ; du calme, quand ceux qui réclamaient avec eux ont le pouvoir et leur refusent ce qu'ils leur promettaient.

Du calme, Camarades, on s'occupe de vous, aujourd'hui les usines de canons et de munitions marchent à plein rendement ; demain on s'occupera de vous faire résorber les stocks, comme disait si bien le cynique Tardieu, candidat de la bonne humeur quand toujours les mêmes crevaient de faim, tout comme aujourd'hui.

Une dernière question, Camarades chômeurs : vivez-vous mieux sous Blum que sous Tardieu ? votre propriétaire vous emmerde-t-il un peu moins ? Le juge de paix vous fait-il cadeau des frais de justice ? L'huissier est-il plus mignon ? Si oui, répondez-moi, vous me ferez bien plaisir. Si non, continuez la lutte et traitez ce brave « Front populaire » comme les autres, comme Tardieu et comme Laval.

Le Front français dans le 18e

Dans cet arrondissement prolétarien, de colossales et nombreuses affiches nous apprennent qu'un large comité de patronage s'est constitué en vue des fêtes populaires qui se dérouleront à Montmartre pendant l'Exposition de 1937.

Ce comité comprend les curés du Sacré-Cœur, des patrons tels que Dupont, Graf et le propriétaire du Moulin de la Galette (où s'est tenue récemment une réunion croix-de-feu!!), le maire du 18e et les élus du dit arrondissement.

Parmi ces élus, il y a les « communistes » du nom d'Auguet et de Pillot, le Pillot qui disait couramment avec l'accent « poisse » : « J'mets pas d'gants dans l'civil, c'est pas pour en mettre dans le parti » !

On serait heureux de savoir si ce rrévolutionnaire sur le retour a appris les belles manières et le langage châtié dans le confessionnal de monsieur le chapelain du Secré-Cœur ! !

Chronique Paysanne

Adieux à "la Voix Paysanne"

Sous les signatures respectives de Mioch et de Renaud Jean, la « Voix Paysanne » vient de publier sa propre nécrologie et cesse de paraître, au bénéfice d'un hebdomadaire : **La Terre**, créé voici quatre mois à peine.

La Terre est l'organe officiel, — à l'usage des paysans, — du parti communiste de France (jadis Section française de l'Internationale Communiste) ; la « Voix Paysanne » en était l'organe officieux, mal camouflé dans ce manteau troué de l'indépendance syndicale. Rien ne justifie donc les larmoiements de Renaud Jean ; les conditions dans lesquelles s'effectue cette substitution, — voulue et machinée de longue main, — les assaisonnent au contraire de la plus répugnante hypocrisie.

Car il ne s'agit pas d'un journal de lutte, auquel la répression bourgeoise briserait les reins, et qu'étrangleraient par surcroît les marchands de papier. Tu as connu des moments plus durs, Voix Paysanne, en 1931 et 1932, ces deux seules années où tu fus, malgré tes défauts nombreux, réellement révolutionnaire. Tu étais réduite à tes seules ressources, avec un lourd passif. Ceux qui se servaient de toi avant cette période, et qui t'ont utilisée après cette periode, avaient complètement déserté leur poste de combat. Tu as tenu, cependant ; Plus encore, tu as agi puisque c'est toi qui, à ce moment et pour la première fois en France, as songé à associer directement l'action paysanne à l'action ouvrière dans la lutte contre la guerre et le fascisme, à bousculer les vieux préjugés légués par Compère-Morel à Renaud Jean : pudeur de la dette, respect du contrat, souci de l'ordre. C'est en 1931 et 1932 que les métayers et les petits fermiers sont passés à l'action directe contre l'Etat, ses lois et ses huissiers, et contre les propriétaires fonciers ! Et cependant, tu as tenu !

Ta disparition, Voix Paysanne, n'est qu'une opération politique des staliniens. Renaud Jean et ses amis, qui t'avaient trahie en 1931-1932, te liquident aujourd'hui. Après quelles discussions intérieures ? Là n'est pas la question.

Tu étais devenue conformiste à souhait, et chauvine, édulcorée, gouvernementale... Tu étais morte depuis longtemps ! C'est pourquoi on peut aujourd'hui constater ton décès sans que le mouvement révolutionnaire soit affecté outre mesure !

⁂

Mais reste à dénoncer l'opération stalinienne contre-révolutionnaire.

Liquidation voulue ? nous l'affirmons. Depuis longtemps, on a supprimé de ton titre le sous-titre qui justifiait ton existence. Tu n'étais plus l'organe de la C.G.P.T., mais un vulgaire hebdomadaire de défense paysanne...

Voici quatre mois, ceux qui te faisaient vivre ont monté de toutes pièces le nouvel organe destiné à te remplacer. Mêmes collaborateurs et souvent mêmes articles.

Le secrétaire général de la C.G.P.T., dans tes propres colonnes, a implicitement engagé tes propres abonnés à porter rue d'Enghien le renouvellement de leur abonnement !

Et aujourd'hui, parmi la douzaine de députés « paysans » que tu as contribué à faire élire, il ne s'en trouve pas un qui prop

LES NOTRES

CHTILIKVERT

Ce camarade faisait partie, en 1919, avec Lastochkine, de l'organisation régionale du parti communiste à Odessa (Mer Noire), où il était connu sous le nom de Michel. Il collaborait à l'édition et à la diffusion, parmi les soldats français, de la littérature anti dans le but de faire desserrer leur étreinte aux agresseurs français de la jeune Révolution Russe (général d'Anselme, policier André Benoît et autres).

Michel devait être, lui aussi, victime de la dénonciation de l'agent français camouflé Roitman. Il fut interrogé par le général d'Anselme, assisté d'une femme connue à Odessa pour espionner au profit du militarisme français.

Comme Michel était ferme, on le fit d'abord assommer pour qu'il parle. La scène de l'assommade fut tellement atroce qu'elle arracha à une prisonnière non politique ce cri : « C'est pire que sous l'ancien régime ! »

— « Vous l'aurez la liberté, bande de crapules... à coups de trique », répliqua l'officier « volontaire » qui commandait la bastonnade. Michel ne parla quand même pas !

Aussi les galonnards l'emmenèrent, à la nuit tombante, en auto, aux environs d'Odessa, avec Jeanne Labourbe, l'ingénieur Féline et sa femme, ainsi qu'un ou deux autres camarades, pour accomplir leur assassinat.

C'était le 2 mars 1919.

la doctrine et l'histoire

LES THESES D'AVRIL

NOUS savons bien que les valets de plume de Staline sont peu soucieux de la vérité historique, lorsqu'il s'agit de parer le « génial » des qualités qui pourraient justifier les adjectifs qui sont immuablement accolés à son nom, mais depuis quelque temps on est en droit de se demander si les « léninistes » de l' « Huma » ont souvenance qu'il existe encore des militants qui ont vécu les premières années de l'I.C. et qu'il existe encore des publications du moment relatives à la révolution de 1917.

En effet, après « Staline organisateur de la victoire », l' « Huma » nous présente un Staline exterminant, aux côtés de Lénine, les transfuges et les droitiers qui s'opposèrent à Lénine lorsqu'il développa, devant les bolchéviks, ses thèses relatives à la question du pouvoir, les **thèses d'Avril.** L' « Huma » précise que ces adversaires de Lénine étaient « Kamenev, Rykov et autres... ».

En réalité, dès leur retour de Sibérie, Staline et Kamenev écartèrent la rédaction de la « Pravda », trop à gauche, et prirent la direction du journal en s'adjoignant Mouranov, député à la Douma, également revenu de Sibérie. Le 15 mars, cette direction publiait un article-programme où il était déclaré que les bolchéviks soutiendraient le Gouvernement provisoire **« dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution ».** A propos de la guerre, Staline, Kamenev, Mouranov dirent : **« Tant que l'armée allemande obéira à son empereur, le soldat russe devra rester ferme à son poste, répondant à toute balle par une balle, à tout obus par un obus »** et, à propos du défaitisme : **« Tout défaitisme est mort au moment où le premier régiment révolutionnaire s'est montré dans les rues de Pétrograd »,** alors que le renversement de la monarchie n'avait rien changé au caractère impérialiste de la guerre.

Ce numéro de « la Pravda », s'il provoqua la jubilation des partisans de la défense nationale, indigna les prolétaires bolchéviks qui exgèrent la démission des trois dirigeants du journal.

Plus tard, à la Conférence bolchévique, Staline présenta un rapport qui se résume ainsi : « Le pouvoir est partagé entre deux organes dont aucun d'eux ne possède tout le pouvoir. Des frictions et une lutte entre eux existent et doivent être. Les rôles sont partagés. Le Soviet a pris, en fait, l'initiative des transformations révolutionnaires, il est le leader révolutionnaire du peuple soulevé, l'organe contrôlant le Gouvernement provisoire. Mais le Gouvernement provisoire a pris en fait le rôle consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire... Nous n'avons pas avantage pour l'instant à forcer la marche des événements en accélérant le processus d'éviction des couches bourgeoises qui, inévitablement, par la suite, devront se détacher de nous...

Les ouvriers et les soldats accomplissent la révolution. Goutchkov et Milioukov la « consolident ».

Conclusion : Il faut soutenir le Gouvernement dans la mesure où il consolide les progrès de la révolution. »

Ce rapport de Staline fut lu le 29 mars. Le lendemain, le social-démocrate Steklov, préconisant la même assistance conditionnelle au Gouvernement provisoire, définit ainsi l'actvité consolidatrice de ce gouvernement : résistance aux réformes sociales, visées monarchistes, protection accordée à la contre-révolution, annexionnisme. La conférence bolchevique rejette le soutien ; Staline est obligé de supprimer l'article relatif au soutien.

Lorsque Tseretelli fit une proposition relative à l'unification des bolchéviks et des menchéviks, Staline considéra cette proposition avec sympathie : « **L'unification est possible sur la ligne de Zimmerwald-Kienthal** ». Cela, alors que Lénine avait dit quelques semaines auparavant : « **L'esprit de conciliation est ce qu'il y a de plus nuisible pour le parti, non seulement c'est une idiotie, mais c'est la perte du Parti. Nous ne pouvons compter que sur ceux qui ont compris tout le leurre de l'idée d'unité et toute la nécessité d'une scission avec les menchéviks.** »

Le 4 avril, au Congrès du Parti, apparaît Lénine. Son discours commentant les thèses bouscule tous les travaux de la Conférence, rapport de Staline compris ! Voici l'essentiel des thèses d'Avril :

« La République issue de l'insurrection de Février n'est pas notre République, la guerre qu'elle mène n'est pas notre guerre. La tâche pour les bolchéviks est de renverser le gouvernement impérialiste. Mais celui-ci se maintient grâce à l'appui des S.R. et des menchéviks, lesquels s'appuient sur la confiance des masses populaires. Nous sommes en minorité, il ne peut être question, dans ces conditions, d'un acte de force de notre côté. Il faut apprendre aux masses à ne plus se fier aux conciliateurs et aux partisans de la défense nationale. Il faut patiemment donner des explications. Le succès d'une telle politique imposée par les circonstances est garanti, il nous mènera à la dictature du prolétariat.

« Nous voulons rompre totalement avec le capital, publier ses traités secrets et appeler les ouvriers du monde entier à briser avec la bourgeoisie et à liquider la guerre. Nous commençons la révolution internationale, dont le succès peut seul consolider notre révolution et assurer le passage au régime socialiste.

« La particularité du mouvement actuel en Russie, est de marquer une transition entre la première étape de la Révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite de l'insuffisance de pensée consciente et d'organisa- du prolétariat, et sa deuxième étape qui doit apporter le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie. »

Il est à signaler que les « thèses d'avril » avaient été publiées uniquement sous la signature de Lénine, aucun militant n'avait voulu s'associer à Illitch pour la publication de ces thèses que tous jugeaient abracadabrantes. (A cette époque, Trotsky était séquestré par la police maritime britannique et ne put arriver à Pétrograd que le 5 mai). Lénine se trouva dans le même isolement lorsqu'il eut exposé ses thèses au Congrès du Parti, après avoir été accueilli avec enthousiasme lors de son retour en Russie ; « la Pravda », dirigée par Staline, écrivit même à ce sujet : « **Pour ce qui est du schéma général du camarade Lénine, il nous paraît inacceptable dans la mesure où il présente comme achevée la révolution démocratique bourgeoise et compte sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste.** »

Ce n'est que peu à peu que les directives de Lénine furent assimilées par les dirigeants bolchéviks dont pas un seul n'avait su définir au moment opportun la ligne à suivre dans la période qui suivit l'insurrection de février.

Trotsky avait publié dans un quotidien de New-York, « Novy Mir », destiné aux ouvriers russes en Amérique, une série d'articles dont voici quelques extraits (6 mars 1917) :

« Un conflit déclaré entre les forces de la Révolution à la tête de laquelle se dresse le prolétariat des villes et la bourgeoisie libérale anti-révolutionnaire qui a provisoirement pris le pouvoir, est absolument inévitable...

« Dès à présent, immédiatement, le prolétariat révolutionnaire devra opposer ses organes révolutionnaires, les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, aux organes exécutifs du Gouvernement provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat, unifiant autour de lui les masses populaires qui se lèvent, doit s'assigner comme fin directe la conquête du pouvoir... »

En résumé, en face de Staline qui disait : « Soutien conditionnel au Gouvernement provisoire, consolidateur des conquêtes révolutionnaires », Lénine et Trotsky opposaient, le premier : « Les bolchéviks doivent renverser le Gouvernement provisoire, qui est impérialiste et par là contre-révolutionnaire », et le second : « Opposition des organismes révolutionnaires : les Soviets, au Gouvernement provisoire des bourgeois libéraux contre-révolutionnaires. »

Qu'on ne vienne pas nous raconter aujourd'hui que Staline fut le fidèle équipier de Lénine dans les périodes difficiles qui précédèrent Octobre ; il fut un praticien énergique, ingénieux dans les manœuvres de coulisses, mais jamais un guide clairvoyant capable de conduire le prolétariat à la victoire. Si tant est que l'on puisse un instant séparer les dirigeants de la Révolution de l'ensemble du prolétariat russe, c'est à Lénine et à Trotsky que nous ferons appel pour donner des visages humains à la première révolution prolétarienne victorieuse.

Histoire et doctrine des Bolcheviks-Leninistes

Nous avons indiqué dans le précédent article comment la fraction bolchevik-léniniste commença à se grouper sous forme d'une opposition dans le parti bolchevik sur les problèmes économiques, politiques et plus généralement sociaux de l'U.R.S.S. Mais le développement de l'Union soviétique était (et est) étroitement dépendant du développement de la révolution prolétarienne dans le monde. Or, à la genèse de la crise du parti bolchevik se trouva un événement d'une importance mondiale formidable : l'échec de la révolution allemande en octobre 1923 (1).

Rappelons succinctement les faits. En 1917, *avec la Révolution russe commença à déferler la vague révolutionnaire qui s'amplifia en* 1918, 1919 *et* 1920 *en Europe et dans le monde entier. Mais nulle part la révolution prolétarienne ne parvint à triompher ; et, dès* 1921 *et* 1922, *un certain reflux se manifestait qui amenait l'Internationale Communiste à procéder à un tournant politique* (2).

Avec l'année 1923, *nouveau tournant dans la situation politique. L'impérialisme français occupe la Ruhr. Pendant plusieurs mois, on assiste à un prolongement des hostilités de* 1914-1918, *l'économie allemande est désorganisée, l'inflation va grandir dans des proportions inconnues jusqu'à présent, une nouvelle vague révolutionnaire déferle sur l'Allemagne.*

La direction du P.C. allemand était alors entre les mains de Brandler et de Talheimer. Cette direction se montra très inférieure devant la situation révolutionnaire à laquelle elle avait à faire face. Elle continuait sa propagande et son agitation routinières, au lieu de s'orienter sur le cap de la prise du pouvoir. Au Comité Central du parti bolchevik de septembre 1923, *Trotsky dénonça en termes très vigoureux le fatalisme de cette direction. A ce moment, la majorité du Bureau Politique, avec Zinoviev et Staline, couvrit la direction du parti allemand. Des documents publiés ultérieurement, notamment d'une lettre de Staline à Zinoviev, il ressort clairement que cette majorité n'avait pas confiance dans une victoire et freinait la direction du P.C. allemand. Octobre* 1923 *fut marqué du point culminant de la poussée révolutionnaire en Allemagne. Mais les hésitations des dirigeants, leur ordre puis leur contre-ordre de l'insurrection pour le pouvoir, aboutirent à laisser passer ce plus haut point de la lutte et à ouvrir la voie à une situation de débâcle.*

Dénuée d'orientation et d'objectifs, la vague révolutionnaire retomba, se morcela, reflua dans le désordre. La contre-révolution commença à relever la tête, à organiser ses bandes : c'est de ce jour que commence la montée du fascisme en Allemagne. Observons aussi, en passant, qu'un tel danger menace la montée révolutionnaire actuelle en France.

La défaite allemande de 1923 *ouvrait une nouvelle étape. La bourgeoisie allemande recevait de l'or américain, relevait son économie ; en France triomphait le premier cartel des gauches ; en Angleterre, Mac Donald constituait le premier gouvernement travailliste. La vague révolutionnaire brisée, une nouvelle étape de démocratie pacifiste commençait. Elle ne pouvait avoir une durée considérable, l'impérialisme mondial étant rongé de contradictions très grandes ; mais on ne pouvait pas ne pas en tenir compte, ne pas se rendre compte que la social-démocratie allait y trouver un terrain de croissance, et ne pas établir une politique de plus longue haleine en conséquence. C'est ce que proposa Trotsky. Mais la même majorité qui n'avait pas estimé à sa juste valeur la situation pendant l'année* 1923 *ne sut pas apprécier avec exactitude l'importance de la défaite ; aussi, au* 5e *Congrès de l'Internationale Communiste, en* 1924, *elle proclama que la situation était toujours révolutionnaire, que la défaite d'Octobre n'était qu'un simple épisode et que l'opposition n'avait plus foi dans la Révolution!*

Ajoutons qu'au lendemain de la défaite, Trotsky avait publié les Leçons d'Octobre *où, comparant les événements de* 1917 *et de* 1923, *il porta de rudes coups aux tendances opportunistes des dirigeants, ce qui exacerba la haine contre l'opposition de Staline, Zinoviev, Kamenev, Rykov... qui avaient marqué le coup également pour leur attitude en* 1917.

⁂

Le 5e *Congrès de l'Internationale Communiste avait déclaré que la situation était toujours révolutionnaire, mais les faits furent bientôt trop probants du contraire. Aussi, comme souvent on vit pareille chose, l'ultra-gauchisme se retourna comme un gant en l'opportunisme le plus plat. A ce moment naquit la théorie du « Socialisme dans un seul pays ».*

Dans la même année 1925, *parurent deux éditions des* Questions du Léninisme, *un livre très médiocre de Staline. Dans la première édition, on pouvait lire : « Pour la victoire finale du socialisme, pour l'organisation de la construction socialiste, les efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays agricole tel que la Russie, sont insuffisants. Pour cela, les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés sont nécessaires. » Dans la seconde, cette formule était remplacée par une autre: « Après que le prolétariat victorieux d'un pays a consolidé son pouvoir et qu'il a conquis à lui la paysannerie, il peut et doit édifier la société socialiste. »*

Nous examinerons, dans le prochain article, ce que ce tour de passe-passe théorique recouvrait comme luttes sociales et ce qu'il allait entraîner pour l'Internationale Communiste. Ajoutons enfin que ceux qui découvraient si tard la stabilisation du capitalisme se gardaient bien de ne lui attribuer qu'un caractère temporaire, instable, comme l'avait fait l'Opposition ; ils lui voyaient une durée très longue, et cela au moment où, sur deux points importants du globe, en Angleterre et en Chine, mûrissaient des situations révolutionnaires. Nous serons donc aussi amenés à traiter de la lutte des bolcheviks-léninistes lors de la grève générale en Angleterre et de la Révolution chinoise.

(1) Voir **La Commune,** nos 47 et 51.

(2) Ces articles n'ont pas pour but, nous le rappelons, de traiter les questions dans le détail, mais de permettre, à celui qui cherchera à s'instruire dans la littérature des années passées, de s'orienter. Sur ce tournant de 1921 et 1922, nous renvoyons à la lecture du 3e Congrès et de l'Exécutif de 1922.

LEURS GUEULES

ARCHIMBAUD

Dans un cartel électoral comme le Front Populaire, il faut des « charnières » entre les partis coalisés.

Ce n'est pas par hasard que la réplique du jacobin Gitton, vice-président de la Commission de l'Armée est cet autre jacobin du nom d'Archimbaud, rapporteur du budget de la Guerre : ces deux pourvoyeurs de charniers jouent excellemment le rôle de charnières entre le parti radical et le parti stalinien dit communiste ; ce dernier admire en Archimbaud, nouvel ami de l'U.R.S.S., un maître-technicien du bonneteau parlementaire.

Celui qui réclame depuis toujours une armée forte et bien équipée, c'est Archimbaud ! C'est également lui qui a perfectionné la théorie de « la France impériale » (forte, libre, heureuse, bien entendu), en vue de jeter les 104 millions de ressortissants français dans la guerre de la démocratie rrradicale et rrrépublicaine contre le fascisme.

Si vous croyez que nous exagérons, nous vous renvoyons à une interview qu'a donnée M. le jacobin Archimbaud au lendemain des massacres de Clichy : « Le gouvernement devrait appliquer aux civils, disait-il, la même discipline qu'à l'armée ». Et ce partisan de « la bonne camaraderie entre tous les concitoyens » concluait en préconisant « l'interdiction des journaux politiques quels qu'ils soient »...

Car, comme cela, n'est-ce pas, le radical-prostaliniste Archimbaud, député de la Drôme et spécialiste de la pénétration pacifique aux colonies, continuerait de prôner l'ordre, l'autorité et la rrrépublique dans les journaux d'information comme l' « Œuvre », l' « Ere Nouvelle », la « Revue du Pacifique », etc., etc...

TRIBUNE DU CONGRÈS

Une tribune de discussion est ouverte dans **La Commune** pour le prochain Congrès du P.C.I. Nous invitons membres du parti et sympathisants à participer à la discussion.

Au C.C. du 21 mars, la situation politique fut longuement discutée. Un de nos camarades, militant de longue date, qui ne put y assister, a adressé la lettre suivante au C.C., après lecture du procès-verbal de la réunion du C.C. Etant donné que cette lettre exprime, sans fard, des conceptions qui ne sont pas seulement celles d'un seul camarade, mais que l'on rencontre fréquemment chez les militants qui appartiennent ou qui gravitent autour des organisation d'avant-garde, le Bureau politique a estimé utile la publication de cette lettre pour ouvrir la discussion en vue du prochain Congrès du parti ; il a chargé un camarade d'y répondre.

... Sur les événements de Clichy, je n'ai pas encore changé d'idées, je persiste à croire que ce mouvement était tout à fait superficiel dans le sens que je veux lui donner. En effet, est-ce que ce mouvement fut dirigé nettement contre le Front Populaire ? Est-ce que cet événement (je parle à Clichy même) ne fut pas la cause d'incidents répétés provoqués par la police ? Loin de moi de vouloir mettre en doute la valeur combattive des camarades à Clichy. Mais, quand même, est-ce que cela a voulu dire que les masses en avaient marre des Blum et autres ? Non ! car autrement, ces événements auraient eu une autre ampleur.

Je sais que les camarades me diront : « Et alors, que fais-tu du mouvement de grève ? » Je ne nie pas du tout l'importance de cette grève ; mais, malheureusement, elle ne s'est traduite que dans la région parisienne. Or, dans tout ceci, il y a une question d'appréciation. Les uns disent que la situation est révolutionnaire, d'autres disent que la révolution a commencé en France ! ! Moi, je dis qu'il n'y a rien de tout cela, et je prétends qu'il fut une période où le prolétariat avait une autre conception de classe (Le Havre, Sacco-Vanzetti, Maroc, etc...). Dans ces périodes-là, les prolos luttaient contre un gouvernement nettement réactionnaire.

Des camarades nous disent aussi que les prolos sont plus en avant qu'au mois de juin. Il faut se méfier de se faire des illusions. Comment se peut-il que des copains aient une telle conception ? Au mois de juin, les prolos étaient prêts à tout ; je prétends qu'à ce moment-là, ces derniers voulaient la révolution ; il aurait suffi d'avoir une bonne organisation, forte numériquement, pour accomplir ce geste et passer par-dessus Léon Blum. Mais, malheureusement, nous avions même des camarades qui se réclament de la IVe (P.O.I.) qui avaient peur de leurs responsabilités. Nous pourrions épiloguer longuement là-dessus, mais il est incontestable que le moment était propice ; tandis que maintenant la classe ouvrière est un peu désillusionnée, écœurée. Et jamais l'on n'a vu une telle situation dans les usines et les chantiers ; les ouvriers sont brimés, les délégués sont jetés à la porte, et les autres ne disent rien, à part quelques exceptions.

Il ne faut pas voir seulement que la Région Parisienne, il faut compter avec la province. Dans beaucoup de cas, les prolos ne veulent plus faire grève, car ils se font le raisonnement suivant : à quoi bon, puisque l'on reprend de la main gauche ce que l'on a obtenu à celle de droite.

Tout cela crée un certain malaise t surtout un découragement dans les rangs prolétariens ; et j'en arrive à dire que c'est pour cela que je ne suis pas d'accord et je ne le serai jamais avec le mot d'ordre Blum-Jouhaux-Thorez. Nos camarades F. et M. nous disent, le premier : la révolution continue en France ; le deuxième : le mouvement est lent, mais il peut avancer brusquement. Admettons que tous les deux ont raison, mais ce n'est pas en prenant le mot d'ordre ci-dessus que nous avancerons. Bien au contraire, ce mot d'ordre ne peut que jeter l'illusion dans les masses et retarder le regroupement révolutionnaire.

Camarades, si nous voulons faire un bon travail et recruter pour le parti, il faut adopter plusieurs mots d'ordre et mener la bataille avec : contre la guerre, pour le contrôle ouvrier et paysan, par les comités d'usines. Je n'invente rien, mais il faudrait s'en tenir là-dessus et surtout pénétrer dans le mouvement syndical toujours plus fortement. Nous ne verrions pas des camarades comme G., qui avance avec un aplomb incroyable que les ouvriers sont plus révolutionnaires qu'en juin ! Jamais, je le répète, il n'y eut autant de brimades que maintenant dans les ateliers. Je pourrais ici réfuter les arguments de plusieurs camarades qui s'évertuent à dire que Clichy est le commencement de la révolution ; c'est absolument erroné.

Il faut maintenant envisager l'avenir. Nous sommes appelés à jouer un grand rôle dans les temps qui viennent et qui, je crois, seront assez proches ; ne perdez pas votre temps à envisager l'unité avec le P.O.I. Demain, devant le redressement de plus en plus net de la bourgeoisie et la constitution d'un bloc avec les Doriot, l'unité organique se fera entre le P.C. et la S.F.I.O. Cela sera le signal de l'union sacrée et la répétition de 1914. Les éléments S.F.I.O. qui ne sont pas des marxistes, mais ont encore une conscience de classe, sortiront de ce parti unifié et sans aucun doute viendront nous rejoindre...

La lettre publiée ci-dessus contient une opinion quelquefois exprimée ouvertement, mais qui, trop souvent, existe à l'état latent chez beaucoup de camarades.

Quand nous disons : la révolution est commencée, nous n'entendons pas par là pour la France la période strictement insurrectionnelle, la plus aiguë, la plus décisive d'une révolution. Nous disons que la situation est révolutionnaire parce que : 1° l'ordre social capitaliste ne peut plus subsister sous sa forme actuelle ; 2° les masses sont en mouvement pour changer l'état de choses actuel.

La IIIe République a vécu depuis 1871 avec un système étatique, un Parlement ; pendant cette période, il y a eu des mouvements ouvriers importants. La classe ouvrière s'est souvent vaillamment comportée. Notre camarade E. rappelle à juste titre des épisodes comme Le Havre ou Sacco-Vanzetti ; mais, dans ces cas-là comme dans d'autres, si violents qu'aient pu être les chocs, ils ne pouvaient conduire à un ébranlement du régime. Tandis qu'aujourd'hui, chaque conflit, — même très petit — contient des possibilités d'explosion formidables. Si même dans bien des cas les ouvriers hésitent à entrer en grève, — ainsi que l'indique notre camarade, quoique d'une façon que nous trouvons exagérée, car il n'y a jamais eu, comme à présent, un pullulement de luttes grévistes, — s'il y a des hésitations, c'est parce qu'instinctivement les ouvriers sentent qu'une grève n'est pas seulement aujourd'hui une grève.

Notre camarade E. oppose, dans une certaine mesure, juin 1936 à Clichy. Comment peut-on concevoir que les masses aient pu passer d'un état d'esprit où elles étaient prêtes à tout à un état d'esprit de résignation, sans qu'il y ait eu, entre temps, bataille et défaite. Contrairement à ce que pense E., en juin 1936 les masses n'étaient pas prêtes à tout ; elle n'avaient guère d'expérience, elle en ont acquis un peu ; elles sont retombées sous le joug capitaliste. Et maintenant, des couches ouvrières assez larges cherchent comment se débarrasser de ce joug.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer les événements de Clichy. L'offensive capitaliste s'accentuant, le mécontentement des ouvriers grandissait. La grande masse commençait à avoir des déceptions de l'attitude du gouvernement ; seulement, la grande masse ne pense pas, comme nous, avec des critères marxistes ; dans le Front populaire, elle se voit d'une part (sans saisir qu'elle n'est rien sans organismes de masse, sans soviets) et elle voit, d'autre part, le gouvernement qui ne lui apparaît pas encore comme un serviteur du capitalisme, mais comme un partenaire assez mou contre le fascisme. Alors, la masse a éprouvé le besoin de donner un coup d'épaule pour briser des résistances que le gouvernement ne peut briser. La masse a fait un pas de plus, elle en fera d'autres ; c'est à nous, au cours de cette expérience, à lui faire comprendre qu'il ne s'agit pas de coups d'épaule pour soutenir un gouvernement faible, mais de coups de pied pour chasser des traîtres. Nous insisterons dans un autre article sur le mot d'ordre Blum-Jouhaux-Thorez (dont nous avons d'ailleurs parlé à plusieurs reprises).

Nous laisserons de côté, dans cette courte note, l'aspect international du problème. Comparons simplement ce qui se passe en France maintenant à ce qui s'est passé en 1919-1920. Par rapport à cette période d'après-guerre, nous avons beaucoup plus de grèves, une situation bien plus tendue. Pour la région parisienne, cela fait deux grèves générales en l'espace de 10 mois ; qu'on ne vienne pas nous dire que c'est à cause du gouvernement de Front populaire ; ça, c'est l'explication du **Temps,** du **Jour** et de **Gringoire.** Les grèves générales ont eu lieu malgré le gouvernement, malgré les syndicats, malgré le Front populaire, qui ont enregistré ce qu'ils n'ont pu empêcher.

Nous avons une poussée des masses beaucoup plus importante qu'en 1920, et pourtant, aujourd'hui, nous voyons les grandes lances des pompiers staliniens, cégétistes et réformistes qui cherchent à étouffer le feu, y compris au nom de la « défense de l'U.R.S.S. », tandis qu'en 1920 la Révolution russe impulsait la lutte révolutionnaire dans le monde. Cela explique pourquoi le mouvement actuel des masses est **politiquement** peu conscient encore, mais de là à ne pas voir ce mouvement ,il y a un abîme dans lequel il ne faut pas tomber. Ce serait mortel pour la révolution qui est en cours. Nous espérons que notre camarade ne persistera pas dans une voie aussi funeste.

LES LIVRES

Nous rappelons à nos camarades que nous sommes à même de leur fournir tous les livres ou brochures qui les intéressent. Nous insistons encore pour que les camarades s'approvisionnent à notre service de librairie. Par ce moyen, ils aident notre organisation en fortifiant notre moyen de propagande. Nous nous tenons à la disposition des camarades à notre local, au 66, faubourg Saint-Martin, tous les jours de 18 heures à 20 heures. En ce qui concerne nos camarades de province, nous sommes à même d'exécuter toute commande dans les vingt-quatre heures. La commande doit être accompagnée du montant majoré de 10 % pour frais d'envoi.

Critiques et divergences

" Que faire ? " et l'unité

Le « Drapeau rouge » est, avec la Revue « Que Faire ? », l'organe de l'Association Communiste Révolutionnaire dirigée par A. Ferrat. Les positions politiques de ce groupe sont sur les problèmes constituant une base fondamentale d'une confusion compacte. Nous savons que « l'A.C.R. » projette toujours la réforme de l'I.C., préconise le soutien de l'impérialisme français dans une guerre pour la défense de l'Espagne républicaine, abandonne ou réduit au rôle d'une inopérante médecine le défaitisme révolutionnaire, n'avons-nous pas lu, sous la plume des principaux rédacteurs de « Que Fraire ? » que l'expérience russe n'était qu'une chose secondaire pour le regroupement de l'avant-garde et que la nouvelle délimitation se faisait : « pour ou contre le blocus » dans une mise au point de « l'A.C.R. » publiée en son numéro 25 de « Que Faire ? », n'avons-nous pas lu qu'il y avait deux Staline :

« L'un fusilleur des révolutionnaires russes, l'autre aidant la révolution espagnole ».

Le « Drapeau Rouge » du 19 mai ne nous proposeait-il pas d'applaudir « l'action courageuse de Zyromsky au sein du Parti socialiste et en dehors contre le blocus ».

Le « Drapeau Rouge » du 19 février avait, en effet, préparé le terrain puisque son article leader prônait : « toutes les divergences sont secondaires ; le problème d'être pour l'acceptation ou non du blocus est une question fondamentale... »

Dès janvier, le « Drapeau Rouge » avait défini son système d'alliance, Staline aidait l'Espagne :

« Cette attitude de l'U.R.S.S., malgré le freinage de réformes sociales en Espagne et les reculs périodiques sur l'arène mondiale, nous impose une circonspection toute particulière à l'égard de ceux qui confondent dans la même réprobation l'assassinat des seize et l'aide aux milices antifascistes. Nous ne pouvons pas accepter l'alliance avec ceux qui accusent Staline de fomenter la guerre à l'occasion des événements d'Espagne, alors que nous lui reprochons le manque de fermeté dans cette question. »

On ne peut être plus précis. L' AC.R. séparait la lutte nécessaire contre le blocus de la lutte de classe.

C'est, en réalité, sa position sur la lutte de classe à mener, le caractère conciliateur avec les Staliniens de son orientation sur les problèmes fondamentaux. Quatrième Internationale, défaitisme, collaboration dans le Front populaire, qui détermine sa position tactique sur les questions comme : le blocus, la répression en U.R.S.S., etc. L'A.C.R. a été accusée par la G.R., dans une polémique qui fut réciproquement d'une tenue bien misérable, de retourner au stalinisme, nous avons toujours estimé que l'erreur de nos camarades de l'A.C.R. était de ne pas s'être dégagés du stalinisme sur une question qui détermine toutes les autres : le socialisme en un seul pays, générateur des défaites en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, en U.R.S.S.

⁂

L'A.C.R. nous donne un exemple de plus de son confusionisme compact à l'occasion du problème de l'unité organique entre le P.C. et le P.S.

Le « Drapeau rouge », du 23 avril, publie un article « Pour le Parti unique », signé P. Lenoir, ce P. Lenoir dont les membres de l'A.C.R. ne connaissent pas eux-mêmes, sauf des privilégiés, de qui il s'agit, doit être, d'après le contenu de son article, un dignitaire du fameux P.U.P., ce théoricien masqué nous en conte de belles :

« Les méfaits de la scission politique et les bienfaits de l'unité politique apparaissent à tout le monde ». et encore : **« Peu importe la charte ou le programme écrit sur lequel l'unité se réalise. Dans les conditions actuelles, l'unité faite — l'unité syndicale vient de nous le prouver — l'unité faite, les masses sentiront leurs forces décuplées et RIEN NE LES ARRETERA** — (souligné par moi) — **pour livrer un nouvel assaut contre la bourgeoisie »** et pour orner cette phraséologie pupiste, notre théoricien pille Marx : **« Tout pas fait en avant, tout mouvement réel importent plus qu'une douzaine de programmes ».**

Lenoir continue par l'examen des difficultés opposées par les appétits des deux bureaucrates, souhaite en passant « la fusion des amicales et des cellules » et conclut par un chapitre sur le « rôle des révolutionnaires », après avoir justifié en principe l'unité, Lenoir dit, qu'il ne faut pas la considérer comme la solution universelle et « **valable partout et toujours** »... c'est pour mieux démontrer aux hésitants qu'elle s'impose en France. Lenoir, comme exemple de scission salutaire cite une scission syndicale, ce membre de l'A.C.R. oublie complètement la notion de la IIIe Internationale, déclare qu'il est faux d'opposer **l'unité révolutionnaire** à l'unité du P.S. et du P.C., avoue que l'exclusion des révolutionnaires lui est « extrêmement pénible » (sic). Lenoir propose de profiter des exclusions pour « démontrer aux ouvriers que les exclusions ont pour but de baillonner toute opposition à l'unité », lorsque, en réalité, les exclusions démontrent la volonté des bureaucrates de s'opposer à toute action révolutionnaire.

Nous reviendrons systématiquement sur ce problème du Parti unique, nous nous contenterons aujourd'hui de ces citations, en invitant nos lecteurs à lire le contexte, afin de se bien rendre compte que nos citations n'en déforment nullement le sens) pour démontrer combien l'A.C.R. foule aux pieds les principes communistes élémentaires, renie la tradition léniniste et le combat de la IIIe Internationale contre l'Unité de l'Eau et du Feu, mélange la notion de l'Unité syndicale nécessaire, les syndicats pris comme école de la Révolution et organisation des ouvriers tels qu'ils sont lorsque le Parti révolutionnaire doit être l'organisation des ouvriers tels qu'ils doivent être.

L' « A.C.R. » est dans l'impasse, l'article de P. Lenoir est un signe qui ne saurait tromper les militants de l' « A.C.R. ». Fidèles au communisme internationaliste, ils n'ont rien à voir avec les théoriciens Pupistes, ils se à voir avec les théoriciens Pupistes, ils se souviendront d'un des titres de l' « Histoire du P.C.F. » d'A. Ferrat : **« Du Parti Communiste au Parti Social-Démocrate »** et ils ne feront pas le chemin inverse.

Dans notre prochain article nous démontrerons les sophismes de l'A.C.R. sur le Parti Unique.

Bulletin d'Abonnement à la " Commune "

Nom et prénom .....

.....

Adresse .....

.....

souscrit un Abonnement de { 3 mois ..... 5 fr. / 6 mois ..... 10 fr. / 1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal

Brausch 1773-07, Paris

66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : R. MOLINIER.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)